

LE DEVOIR

Vol. XCII N° 87

LE LUNDI 23 AVRIL 2001

87c + TAXES = 1\$



Le président mexicain Vicente Fox, le premier ministre canadien Jean Chrétien et le président américain George Bush ont tenu une rencontre trilatérale, hier à Québec, en marge du Sommet des Amériques.

LES 33 FONT PRESSION SUR HAÏTI

Le sommet accouche comme prévu d'une clause démocratique

Sommet des Amériques 2001

MANON CORNELIER
LE DEVOIR

Québec — Tenu sur le thème central de la démocratie, le Sommet des Amériques a adopté comme prévu une clause démocratique.

Les 33 chefs d'État et de gouvernement n'ont cependant adressé qu'un appel verbal au président haïtien Jean-Bertrand Aristide afin qu'il s'attaque sérieusement aux problèmes électoraux dans son pays.

Le sommet, qui a pris fin hier, a aussi cherché à accroître sa crédibilité en adoptant de nouveaux mécanismes pour assurer le suivi de son plan d'action et en obtenant, pour la première fois, certains engagements financiers des institutions financières internationales actives dans la région.

La situation en Haïti a fait l'objet de nombreux conciliabules dans les jours qui ont précédé le sommet et tout au long de la fin de semaine. Les pays des Caraïbes,

Haïti et les pays dits amis, c'est-à-dire le Canada, le Brésil, l'Argentine et les États-Unis n'ont pas réussi à s'entendre sur un texte officiel de déclaration.

VOIR PAGE A 8: HAÏTI

SODA

Pour usage à l'extérieur seulement

Québec — Dimanche matin. Un tout léger crachin tombe sur Québec. Il fallait s'y attendre, après une semaine de soleil, dont celui de samedi, ardent et résolu comme un défonceur de clôture, qui a achevé de rendre rouges les visages de ceux qui, faut-il croire, avaient déjà les idées dans les mêmes coloris, de ceux qui ont pris part à la marche des «peuples» et donné sérieusement à penser que les «peuples» sont syndiqués FTQ ou CSN.



Jean Dion

Il fallait s'y attendre, c'est écrit en toutes lettres dans le manuel des médias gracieusement distribué par le gouvernement du Canada, hôte officiel du Sommet des Amériques 2001 (SodA): «En avril, le climat à Québec est plutôt variable.» Ce «plutôt» est adorable. Pas tout à fait variable, mais pas vraiment invariable non plus.

On peut aussi suivre un autre des conseils du manuel, à la section «Divertissements»: «Une promenade à pied ou en calèche demeure la meilleure façon de découvrir les rues pittoresques du Vieux-Québec.» Tu parles, Charles. En calèche? Pas vu l'ombre du reflet de la queue d'un sabot depuis un sacré bout de temps. Il faut dire qu'il paraît que les masques à gaz version équine se détaillent plutôt cher merci.

A pied? Encore faudrait-il s'entendre sur ce qui est pittoresque. Des commerces placardés rue Saint-Jean où il ne se passe strictement rien et où on donne l'impression d'avoir voulu tuer une mouche au bazooka; d'ailleurs, juste au coin de la rue d'Auteuil, là où passe le périmètre de sécurité, 25 policiers minimum, casque et visière et matraque à la main, raides comme l'ordre qu'il ont reçu ordre d'assurer, dévisagent les sept ou huit curieux qui s'adonnent à passer par là. Futilité. Un peu plus tard, on en retrouvera des dizaines, complètement épuisés, couchés à même le trottoir dans la côte de Sainte-Ursule, trop épuisés sans doute pour remettre en question leur choix de carrière. Pourquoi devient-on policier?

VOIR PAGE A 8: USAGE

INDEX

7	Actualités	A 2	Mots croisés	B 3
8	Avis publics	B 3	Météo	B 3
9	Culture	A 8	Planète	B 2
10	Éditorial	A 6	Religions	B 6
11	Éducation	B 1	Sports	B 4
12	Idées	A 7	Télévision	B 7



Un couple s'enlaçait près du fameux mur du Sommet des Amériques, hier après-midi dans le Vieux Québec, tandis que, dans une atmosphère d'après-sommet, la tension des derniers jours retombait.

Les chefs d'État obtiennent l'appui de la Banque mondiale et de la BID

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les 34 chefs d'État des Amériques ont obtenu de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) qu'elles appuient sans réserve, et avec leurs deniers, le plan d'action issu du Sommet des Amériques.

Dans cet esprit, et comme l'écrivait *Le Devoir* dans son édition de samedi, la Banque mondiale investira un milliard dans la «connectivité», c'est-à-dire le branchement à Internet des pays du continent qui accusent du retard à cet égard, a confirmé, hier, le prési-

dent de l'institution financière, James Wolfensohn, au cours d'une conférence de presse réunissant la BID, l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies. La Banque mondiale consentira en outre 150 millions pour lutter contre le sida dans les Caraïbes, une autre priorité du plan d'action dévoilé hier au terme du sommet des Amériques.

De son côté, la BID a confirmé qu'elle appuierait également des projets de connectivité, si chers à certains

VOIR PAGE A 8: BANQUE

La police essuie de vives critiques

Le ministre Ménard se montre pourtant satisfait de la sécurité

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La stratégie policière déployée cette fin de semaine à Québec a été jugée différemment, selon que l'on se trouvait d'un côté ou de l'autre du périmètre de sécurité. Les observateurs de la Ligue des droits et libertés et de la Fédération des journalistes ont condamné vertement la brutalité des forces de l'ordre alors que celles-ci allèguent que chacune des méthodes utilisées était justifiée.

Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, s'est pour sa part dit «très fier» du travail des policiers. Tout en reconnaissant que l'organisation entourant le transport et la détention de quelque 400 manifestants arrêtés ces derniers jours était clairement déficiente, il a dressé un bilan très positif de l'opération. De nouvelles normes à l'échelle mondiale auraient même été fixées cette fin de semaine, selon lui.

«Nous pouvons dire: «mission accomplie», a ajouté le ministre. Il estime que chacun des mandats accordés aux policiers a été honoré avec brio, que ce soit la sécurité des dignitaires, de la population, de leurs biens ou de l'ensemble des manifestants pacifiques. Certaines «brusures» ont certainement été constatées, a-t-il dit, mais elles ne seraient que mineures dans un tel contexte. Quant aux mesures privilégiées par les forces policières, décriées par plusieurs hier, elles auraient été pleinement justifiées à chaque occasion.

VOIR PAGE A 8: POLICE

Lire aussi

- Les univers parallèles, une analyse de Michel Venne, page A 2
- Les priorités de George Bush: les États-Unis d'abord, page A 2
- Rendez-vous à Porto Alegre pour le prochain Sommet des peuples, page A 3
- Les militants repartent satisfaits, page A 3
- Au-delà du commerce, l'éditorial de Bernard descôteaux, page A 6
- La déclaration de Québec, page A 7

JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE
RENCONTRE AVEC LOUIS GAUTHIER
à 20 h 00, à la librairie L'Écume des jours
125, rue Saint-Viateur (Montréal)

BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE **BQ**
www.livres-bq.com

Lise Tremblay La pêche blanche 112 pages • 6,95\$	Yves Thériault Le ru d'Étienné 128 pages • 7,95\$	Nicole Houde Les silences de Saint-Jean Perre 216 pages • 9,95\$	Hennette Desaulles Journal 400 pages • 12,95\$	Hubert Aquin L'invention de la mort 264 pages • 9,95\$	Louis Gauthier Les secrets de René Pélissier et de Paul Robeson 200 pages • 8,95\$
---	---	--	--	--	--

SOMMET DES AMÉRIQUES 2001

PERSPECTIVES

Les univers parallèles

Un sommet ne vient jamais seul. À Québec, l'action s'est déroulée en au moins quatre univers parallèles, clos les uns par rapport aux autres, mais s'influençant néanmoins mutuellement malgré l'apparence d'un dialogue de sourds. Les manifestations et les sommets populaires ont leur effet sur les chefs d'État rassemblés à l'abri derrière des cordons de policiers. Une comparaison entre la Déclaration du Sommet des peuples et celle de la rencontre officielle est révélatrice. Dénoncer la première revient, en fait, à réprouver la seconde tellement celle-ci s'inspire des mêmes vœux (pieux?) que le cri du cœur des groupes syndicaux, civiques et communautaires.

Le premier de ces univers est celui des jeunes voyous qui ont mis le feu à des déchets et cassé des vitrines toute la nuit de samedi à dimanche. Celui-ci n'est d'aucune manière lié au monde des sommets internationaux. Québec a déjà été le théâtre, dans un

passé récent, d'émeutes et de confrontations entre marginaux et forces de l'ordre, place d'Youville ou aux plaines d'Abraham autour des feux de la Saint-Jean. Des fêtards, des crétins, peut-être encouragés cette fois-ci, il est vrai, par les assauts de la veille sur la barricade grillagée (il faut bien un prétexte), et qui raconteront à leurs amis, autour d'une bière bien froide, leurs exploits héroïques contre «les grandes puissances»: lancer une



Michel Venne
♦ ♦ ♦

brique à un policier, passer la nuit en prison ou faire brûler quelques planches jusqu'au petit matin. C'est désolant mais la mondialisation n'y est pour rien.

Un deuxième monde est celui des militants de la désobéissance civile, ceux qui ont marché de l'université Laval jusqu'aux portes du périmètre de sécurité et qui ont réussi à percer le mur de la honte, ce symbole à peine égratigné, sous l'impulsion notable d'un groupuscule plus agressif, ce fameux Black Bloc. Ces manifestations radicales étaient au moins fondées sur des idées: le refus d'un monde

dans lequel les marchés décideraient de tout. Elles expriment également une méfiance à l'endroit des politiciens que l'on assimile à des complices des multinationales. Elles sont le sel de la contestation. Mais il est peu probable que ce genre d'action soit déterminant. Couper une grille de métal ne crée aucune brèche dans la volonté des gouvernements du monde de libéraliser les échanges. Les puissants trouveront toujours le moyen de se barricader si leur sécurité est menacée.

Pour ébranler une forteresse, il vaut mieux y pénétrer et la gruger de l'intérieur. Cette forteresse, elle est faite des institutions démocratiques qui sont les nôtres.

Parallèle est celui de cette société civile. Ces groupes ne sont pas partie prenante des délibérations officielles. Cela n'est pas normal pour les simples députés et le processus des sommets ne sera crédible que le jour où le contenu des traités de cette nature sera débattu devant les parlements. Mais, pour les autres groupes, cela s'explique fort bien. Maude Barlow, José Bové et Monique Richard ne représentent que les membres de leurs organisations. Tout comme les chambres de commerce ne sont représentatives que des entreprises qui y versent des cotisations.

Cependant, la mobilisation dont ils sont capables par l'éducation populaire donne des fruits. Lorsque 60 000 personnes déambulent paisiblement (ou même 30 000), comme ils le firent samedi dans les rues de Québec, pour réclamer une mondialisation à visage humain, les dirigeants politiques ne peuvent les ignorer. Ce sont des électeurs. Ils sont nombreux et ils sont inquiets. En outre, ces organisations développent une compétence et amènent le public. Elles se rendent indispensables parce qu'elles sont enracinées dans la vie réelle des ouvriers, des paysans, des familles.

La lecture de la Déclaration du Sommet des peuples a pu laisser croire à un univers fermé sur lui-même dans un refus universel de l'ouverture des frontières. Le ton, c'est vrai, était incantatoire. Cela s'explique sans doute par le fait qu'à force de se parler entre militants, le discours se radicalise. L'énoncé de principes n'est pas le moment du compromis.

Les leaders politiques enfermés dans leur univers à eux, dans un périmètre de sécurité qui donnait cette semaine aux quartiers parlementaires de Québec un air de ville-fantôme, séparés des peuples qu'ils représentent, donnent eux aussi l'impression d'un repli sur leur propre logique. Le secret qui entoure les négociations commerciales, le pouvoir donné aux entreprises et aux investisseurs par ces accords, le refus de les soumettre à un débat parlementaire, entretiennent ce sentiment de gouvernants isolés dans leur bulle.

Mais le dialogue entre ces deux univers existe bel et bien. Les mêmes préoccupations affleurent dans les deux déclarations finales: démocratie, droits humains, égalité, justice sociale, protection de l'environnement, accès aux services de santé, diversité culturelle ou militarisation abusive. Le Sommet des peuples dénonce la ZLEA comme un projet sexiste, raciste et destructeur de l'environnement. Les 34 chefs d'État et de gouvernement s'engagent à combattre le racisme, à promouvoir l'égalité des sexes, à protéger l'environnement et le renouvellement des ressources naturelles, admettant du même coup que le racisme, le sexisme et la destruction de l'environnement sont des faits. Ils réitérent leur engagement envers les chartes des droits et encouragent l'adhésion des États aux conventions de l'Organisation mondiale du travail. Et, pour une fois, des fonds accompagnent le plan d'action.

Nous sommes donc sur la ligne du progrès. Un défi prochain est de rapprocher les univers parallèles parce que la démocratie ne se résume pas au chef d'un gouvernement, même élu.

mvenne@ledevoir.ca

Les États-Unis d'abord

Les priorités d'action de Georges W. Bush pour le continent visent à servir les intérêts de son pays

MANON CORNELLIER
LE DEVOIR

Québec — «Je suis ici pour offrir mes propres idées. Je suis ici pour apprendre et pour écouter», a dit le président américain George W. Bush lors de son seul discours prononcé au Sommet des Amériques, à Québec. Malgré ces paroles, sa première participation à un forum multilatéral a permis de constater que, sous leur apparence généreuse, ses priorités d'action pour le continent visent d'abord à servir les intérêts de son pays.

M. Bush est un pragmatique un brin populiste qui est prêt à abandonner le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre et à défendre avec zèle les vertus du libre-échange pour défendre les intérêts économiques américains. Il n'a pas dévié de cette trajectoire à Québec, même lorsqu'il s'est permis quelques annonces-surprises.

Avec l'assurance de celui qui est le plus courtisé, il a profité de son premier discours, lors de la plénière sur la démocratie, pour énumérer comment s'exercerait sa générosité. Son discours tranchait avec celui plus visionnaire des autres leaders latino-américains. Ces derniers avaient comme lui leurs intérêts en tête mais aussi ceux de l'ensemble de l'Amérique latine. Défi démocratique, lutte contre la pauvreté, combat contre les inégalités revenaient chez eux comme un leitmotiv.

Le président américain, de son côté, n'a soufflé mot du projet principal du sommet, l'adoption d'une clause démocratique. Il a plutôt préféré présenter sa vision des choses où liberté démocratique et lutte contre la pauvreté se conjuguent prioritairement avec liberté de commerce. À ceux qui parlent de la pauvreté et de la menace qu'elle pose à la démocratie, il répond que le protectionnisme n'est pas une réponse, que «la solution repose sur la liberté».

«C'est pourquoi nous cherchons à obtenir plus de liberté, non seulement pour les gens vivant à l'intérieur de nos frontières, mais aussi pour le commerce qui traverse nos frontières», a-t-il aussitôt ajouté.

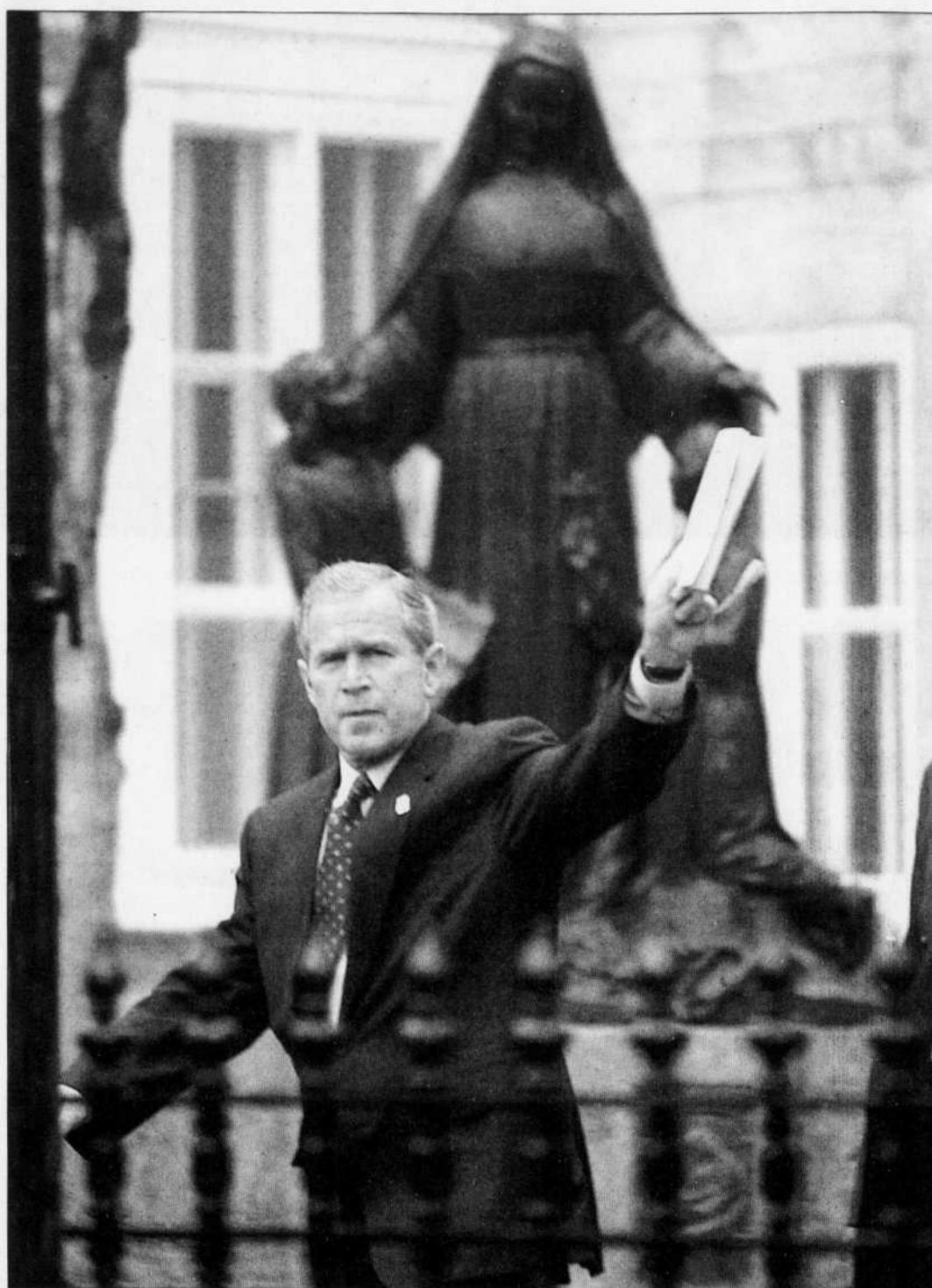
Mardi dernier, devant l'Organisation des États américains, il s'était montré encore plus catégorique à l'égard de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). «Rien de ce que nous ferons à Québec ne sera plus important ni n'aura de plus grand impact à long terme. Il existe un lien vital entre la liberté des personnes et la liberté du commerce.»

À Québec, les autres leaders lui ont rappelé, en particulier en privé, que la démocratie et le libre commerce resteraient, dans le premier cas, fragile, et dans le second, contesté, si la grave pauvreté et les écarts immenses entre riches et pauvres demeuraient aussi sévères.

Mais sans attendre l'adoption du plan d'action du sommet hier, George Bush a présenté dès samedi matin ses propres priorités et ses solutions à quelques maux du continent. Il a évoqué le renforcement de la démocratie, la lutte contre le trafic des narcotiques, la protection de l'environnement et l'éducation. Pour y répondre, il a annoncé le programme American Fellows d'échanges de fonctionnaires pour aider à la réforme des institutions judiciaires, la promotion des droits de la personne, la lutte contre la corruption. Il a fait la promotion de son projet de loi pour la conservation de la forêt tropicale qui offre une aide financière pour des activités de préservation.

Il a évoqué un projet pour relier électroniquement des entreprises américaines et des compagnies du reste du continent et une aide pour créer des centres pour la formation des professeurs. Récemment, il a annoncé des fonds supplémentaires pour aider les pays voisins de la Colombie pour lutter contre le narcotraffic, une intervention destinée à faire taire les critiques de son programme initial, le Plan Colombia.

Le président américain a les moyens d'imposer ses priorités. En matière de commerce, cependant, sa richesse ne lui suffit pas. Les gestes qu'il effectuera au cours des prochaines semaines et ses relations avec le Congrès seront plus déterminants pour rassurer ses partenaires des Amériques. M. Bush n'a



À l'invitation du premier ministre Jean Chrétien, le président Bush a assisté hier à la messe à la chapelle du couvent des Ursulines de Québec.

toujours pas demandé au Congrès l'autorité de négocier un accord en vertu de la procédure rapide (*fast-track* ou *trade promotion authority*). Pour beaucoup de pays, cette autorisation est considérée essentielle pour entreprendre des négociations sérieuses car, sans elle, le Congrès aurait le droit de modifier un accord négocié.

George Bush a multiplié les déclarations pour tenter de convaincre les autres leaders de sa bonne foi et pour prouver sa détermination à obtenir rapidement le «fast-track». C'était en fait une de ses missions principales à Québec.

Il a donc répété samedi qu'il obtiendrait l'autorisation du Congrès «une de ses principales priorités». «À mon retour à Washington, je vais présenter un ensemble de principes qui formeront le cadre d'intenses consultations avec le Congrès. Je me suis engagé à obtenir l'autorisation de promotion du commerce avant la fin de l'année. Je pense que je vais l'obtenir», a-t-il poursuivi. Le représen-

tant au Commerce, Robert Zoellick, a toutefois reconnu, lors d'une séance d'information tenue samedi, qu'obtenir cette autorisation serait un «défi».

M. Bush devra faire encore davantage pour amadouer celui qui fait preuve de plus d'indépendance envers les États-Unis, c'est-à-dire le Brésil, l'autre pilier économique du continent et principal marché d'Amérique latine convoité par les Américains. Vendredi soir, le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a directement visé les Américains en rappelant ses conditions pour adhérer à la ZLEA: élimination des mesures unilatérales servant à imposer des droits compensatoires, élimination des subventions agricoles et refus de normes sanitaires aux visées d'abord protectionnistes.

M. Zoellick, d'abord conciliant, a fini par dire samedi que «le Brésil arrive à un point où il doit décider s'il veut être un joueur à l'échelle mondiale ou s'il veut être le plus large pays du Cône sud».

Rencontre Chrétien-Bush-Fox

Précieuse énergie

MANON CORNELLIER
LE DEVOIR

Québec — Le projet de pacte énergétique nord-américain du président américain George W. Bush a pris du plomb dans l'aile hier à l'issue d'un déjeuner que ses homologues canadiens et mexicains, Jean Chrétien et Vicente Fox, ont pris avec lui après le Sommet des Amériques.

Les trois hommes ont demandé à leurs ministres de créer un groupe de travail nord-américain sur l'énergie mais l'idée d'une entente contraignante semble avoir été abandonnée. On s'en tient à agir de concert. «Nous nous sommes consultés sur l'adoption d'une ligne de conduite nord-américaine à l'égard de l'importante question des marchés de l'énergie», indique sans plus la déclaration émise après la rencontre.

Le premier ministre Chrétien, qui a été le seul à rencontrer la presse par la suite, a confirmé que M. Bush était plus ambitieux mais il n'était pas question qu'Ottawa acquiesce. «Nous demeurons maîtres de notre énergie. On ne peut pas concéder le contrôle de notre énergie à une autre administration», a souligné M. Chrétien une fois la réunion terminée. «[M. Bush] nous a parlé des opportunités de vendre notre énergie aux États-Unis. Peut-être qu'au début, il y avait une implication dans les propos qu'il tenait d'une espèce d'obligation où on allait abandonner jusqu'à un certain point notre souveraineté, ce qui n'est pas le cas», a-t-il poursuivi.

Le projet de M. Bush n'a jamais été très précis. Le vice-président Dick Cheney doit déposer un rapport sur la question à la fin du mois. De son côté, M. Chrétien a mis sur pied un comité du cabinet pour suivre le dossier. Au Mexique, où on a exigé en 1994 de ne pas être soumis aux dispositions de l'ALENA sur l'énergie, on se montre méfiant.

M. Chrétien a expliqué que ce genre de concertation pouvait s'avérer utile car «les problèmes américains en matière d'énergie ne sont pas des difficultés à court terme mais à long terme». Le Canada, en contrepartie, a un grand

potentiel énergétique. Il est déjà le premier fournisseur de pétrole brut des États-Unis.

Il faut cependant bien connaître les besoins de part et d'autre de la frontière car, selon M. Chrétien, il faut du temps pour bâtir des gazoducs ou des barrages. Des évaluations environnementales sont nécessaires en plus d'investissements importants, sans compter une étude des besoins canadiens. Parmi les projets possibles, il a cité un gazoduc en Alaska, un autre dans le delta du Mackenzie, l'exploitation des sables bitumineux, l'expansion des réseaux hydroélectriques, y compris sur la rivière Churchill et au nord du Manitoba.

M. Chrétien a par ailleurs semé la confusion en affirmant à sa sortie être satisfait du contesté chapitre 11 sur les investissements de l'Accord de libre-échange nord-américain. «Je pense que cette clause de l'ALENA a fonctionné raisonnablement bien depuis que nous l'avons. Certains ne l'aiment pas mais je pense que c'est une bonne clause qui fonctionne raisonnablement bien», a-t-il dit.

Lorsqu'un journaliste lui a rappelé que le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a toujours dit que le Canada ne signerait pas un accord de Zone de libre-échange des Amériques qui inclurait un chapitre sur les investissements identique à celui de l'ALENA, il a répondu: «Je ne sais pas».

On s'attendait à ce qu'il demande plutôt à ses collègues de clarifier les dispositions de ce chapitre portant sur les litiges entre investisseurs et États. Il semble qu'il n'en ait pas été question. Les trois hommes ont cependant confirmé, comme le souhaitait le Canada en convoquant cette première rencontre trilatérale, que la mise en œuvre de l'ALENA serait menée à terme.

Selon le porte-parole du ministre du Commerce international, Sébastien Thérberge, le Canada appuie l'existence d'un chapitre sur les investissements et souhaite toujours, comme l'a maintes fois répété Pierre Pettigrew, que l'on clarifie les dispositions sur les relations investisseurs-États et la définition de l'expropriation utilisée par les tribunaux d'arbitrage.

Pour Louise Beaudoin

Québec doit participer à la construction continentale

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Québec — La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, a vu dans la déclaration finale du Sommet des Amériques la preuve évidente qu'il faut tout mettre en œuvre pour que le Québec intègre le processus de discussions sur la construction continentale.

Le manque de transparence de l'exercice, l'absence d'engagements précis, le ton flou et très peu actif des termes de la déclaration de Québec, approuvée hier par les 34 chefs d'État et de gouvernement des Amériques — et, par dessus tout, la disparition des mots «cultures» et «langues» du texte final, qui apparaissaient pourtant dans la déclaration préliminaire —, ne laissent rien présager de bon, selon la ministre.

«Nous souhaitons, nous reconnaissons, nous réitérons, nous renouvelons, nous saluons, nous nous efforçons», a précisé la ministre, sont loin d'être des termes «actifs et affirmatifs».

Dans le projet de déclaration rendu public il y a deux semaines, on retrouvait effectivement ceci: «Nous demeurons convaincus que la diversité de nos traditions, nos cultures et nos langues [anglais, français, espagnol, portugais] procurent une occasion sans pareille pour la croissance et pour nous permettre de partager nos expériences et connaissances dans la construction de l'hémisphère».

«Dans la version finale, a noté Mme Beaudoin, les mots «langues» et «cultures» ont disparu; il ne reste plus que le mot «tradition». Vous vous imaginez bien que ceci nous inquiète et nous prouve ce que nous disons depuis longtemps, soit qu'il est important d'être à la table dans les dernières minutes, alors que se concoctent ces déclarations.»

La version finale, troisième paragraphe (en version française), se lit maintenant comme suit: «La diversité de nos traditions offre un éventail de possibilités sans pareille pour la croissance et pour le partage des expériences et du savoir».

La ministre a souligné l'importance accordée dans la déclaration à la santé et à l'éducation, deux domaines de compétence québécoise. «Je rappelle que nous sommes responsables de ces secteurs et que le Québec a beaucoup à offrir à l'hémisphère dans ces domaines, a-t-elle dit. Je peux vous assurer que le Québec a l'intention de participer activement à l'effort hémisphérique dans ces deux secteurs.»

Mme Beaudoin, qui discutera davantage des retombées du Sommet en compagnie du premier ministre Bernard Landry, au cours d'une conférence de presse ce matin, a affirmé la nécessité de repenser l'organisation de ce genre d'événements s'assurant, surtout, de faire une place plus active et déterminante aux préoccupations des citoyens. «On ne doit plus débaucher de cette façon comme un cheveu sur la soupe», a-t-elle précisé.

• SOMMET DES AMÉRIQUES 2001 •

Rendez-vous à Porto Alegre pour le prochain Sommet des peuples

La grande marche de samedi aurait attiré près de 60 000 manifestants

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

À la suite d'un Sommet des peuples de Québec qui a comblé tous leurs espoirs, les représentants de la société civile des Amériques se sont fixé rendez-vous à Porto Alegre, au Brésil, en janvier.

Organisé depuis quelques années comme contre-poids à la fameuse rencontre annuelle des leaders économiques de Davos, en Suisse, le Forum social mondial se tiendra pour une dernière fois à Porto Alegre avant de se faire itinérant. À sa dernière édition, les représentants de 150 organisations du monde entier s'y étaient retrouvés.

Il ne fait pas de doute, dans l'esprit des organisateurs du deuxième Sommet des peuples des Amériques, que l'esprit de Québec soufflera sur les prochaines rencontres du genre. «Le mouvement ne s'arrête pas avec la fin du Sommet», déclarait samedi l'une de ses organisatrices, Marcella Escibano. Notre succès est dû à un gros travail d'organisation depuis des mois. Il s'explique aussi par le fait que les gens sont de plus en plus conscients de l'importance de ces enjeux et sont préoccupés de la manière dont les gouvernements s'en occupent. Le fait que l'événement n'ait disposé que d'un budget de 700 000\$, contre plus de 70 millions seulement pour la sécurité du Sommet des Amériques, disait une autre organisatrice, Monique Simard, illustre l'ampleur du petit miracle qui s'est accompli à Québec.

«Si on m'avait dit, enchaînant Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec, il y a deux ans, que l'on remporterait un tel succès autour d'une question aussi abstraite qu'une négociation commerciale, je ne l'aurais probablement pas cru. On assiste à une grande prise de conscience depuis quelques mois seulement. C'est sûr que le fait que le Sommet se soit tenu au Québec aura un effet important ici.»

Rappelons qu'environ 2300 représentants de mouvements syndicaux, populaires, autochtones et féministes des 35 pays d'Amérique se sont rencontrés au sein d'ateliers de discussion, de forums sectoriels et de grandes assemblées plénières pour faire le point sur les impacts de la libéralisation des échanges et les solutions de rechange à lui proposer. Dans sa déclaration finale, le Sommet a déploré l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres, le Nord et le Sud. Il a constaté que les femmes et les autochtones faisaient souvent les frais notamment du retrait de l'État du secteur social. Il s'est déclaré en faveur d'une intégration continentale dont les objectifs seraient la défense des prérogatives de l'État, le respect des droits humains et la protec-

tion de l'environnement, bien avant la reconnaissance de nouveaux pouvoirs aux entreprises privées.

Grande marche

Le Sommet ne pouvait espérer plus beau couronnement final que la grande marche organisée samedi, à laquelle les plus optimistes attendaient 30 000 personnes et qui en aurait attiré, selon ses organisateurs, plus du double. La journée avait commencé par les discours enflammés de vedettes de la lutte anti-mondialisation, comme la présidente du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, et le cultivateur français le plus connu du monde, José Bové. Baigné par de chauds rayons printaniers, le flot de marcheurs, appartenant principalement à des organisations syndicales québécoises et canadiennes, mais composé aussi de militants de partis politiques, de membres de mouvements sociaux et de simples citoyens, a suivi, dans la basse-ville de Québec, un parcours établi soigneusement de manière à éviter le périmètre de sécurité établi par «l'autre sommet».

«Les gens sont de plus en plus conscients de l'importance de ces enjeux et sont préoccupés de la manière dont les gouvernements s'en occupent.»

Encadrée étroitement par un service d'ordre syndical pas toujours subtil mais efficace, la marche n'a pas tardé à rencontrer d'autres manifestants, plus jeunes ceux-là, qui sentaient le gaz lacrymogène. Les deux groupes se sont croisés, sans échanger beaucoup de sourires, avant de se séparer, les uns remontant au front à la haute-ville, les autres poursuivant leur marche tranquille à travers des quartiers populaires et des secteurs à ce point isolés et déserts que c'en était déprimant.

Arrivés au Centre de foire de Québec, où une scène avait été dressée, les organisateurs ont à peine eu le temps de prononcer quelques discours avant que les marcheurs ne commencent à se disperser, pour reprendre l'un des 1400 autobus qui les avaient amenés. Les porte-parole du Sommet ne cachaient pas leur surprise et leur satisfaction devant la tournure des événements. «Ils [le gouvernement et la police] ont tenté de créer une psychose pour décourager les gens de venir, mais ça n'a pas fonctionné», remarquait le président de la CSN, Marc Lavolette, qui disait ne pas avoir vu d'aussi grande manifestation depuis des lunes.

Convaincus que les citoyens sauront faire la différence entre cette marche et les violents accrochages survenus tout le week-end à différents points du périmètre de sécurité, les organisateurs ont dit espérer que le message porte. «Je crois, a déclaré Hassan Yussel de Common Frontiers-Canada, que le gouvernement doit se demander pourquoi tant de gens prennent la rue contre la mondialisation, dans un pays comme le Canada, qui a si peu l'habitude de ce genre de grandes manifestations.»



La manifestation organisée samedi par les syndicats et des dizaines d'organismes opposés à la mondialisation a attiré des dizaines de milliers de manifestants dans la basse-ville de Québec et s'est déroulée sans accroc.

Les policiers tenus en haleine tout le week-end

Les militants repartent satisfaits

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Ce ne sont ni les gaz lacrymogènes ni les arrestations massives qui sont venus à bout des manifestants s'attaquant au périmètre de sécurité ce week-end. En fait, il a fallu la pluie pour disperser les campements de fortune et les militants fatigués par 72 heures d'activisme.

Et c'est avec un large sourire que plusieurs d'entre eux ont quitté Québec hier. Satisfaits d'avoir exprimé leur opposition à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), Satisfaits d'avoir ébranlé les forces de l'ordre en s'en prenant à ce qui constitue pour plusieurs le symbole de l'antidémocratie, le mur de sécurité.

Formés en peloton, des membres de la désormais célèbre Black Block ont nonné la charge à maintes reprises dans la journée de samedi contre les barricades rue Saint-Jean. «Nous avons ouvert trois brèches et nous continuons», a raconté fièrement samedi l'un d'entre eux, le visage cagoulé. «Nous avons réussi à attirer l'attention sur le problème que nous voulions dénoncer.» De fait, ce groupe a tenu les policiers en haleine tout le week-end. Organisés et équipés pour lutter contre les gaz utilisés pour disperser la foule, mais aussi pour venir à bout des clôtures de broche, les membres du Black Block ont attaqué le périmètre de sécurité de tout bord et de tout côté.

La foule derrière eux

Élément clé: derrière eux, ils avaient la foule. «Ce ne sont pas des terroristes, ce sont des idéalistes», explique David, qui venait tout juste de soigner un manifestant touché par une balle de caoutchouc. «Je suis pour la mondialisation, je ne suis pas anticapitaliste, mais les principes humanitaires et environnementaux ne guident pas cette mondialisation que l'on discute en ce moment.»

«On voit que la lutte est plus politique car les gens ne s'amuse pas à tout casser, tout ce qu'ils font est de répondre aux policiers», indique une jeune fille répondant au nom de code Gazelle. De fait, le vandalisme a été chose rare samedi rue Saint-Jean. Seuls des poubelles sur roulettes ont été incendiées et des panneaux des édifices placardés ont été couverts de graffitis. «Et les messages qui sont écrits sont sur la

ZLEA et sur la mondialisation», ajoute Gazelle.

Lui-même environnementaliste, David précise que la foule réunissait plusieurs organisations ayant des pensées différentes. «Tout le monde n'est pas d'accord sur tout, loin de là, poursuit-il. Mais au niveau le plus bas, on s'entend tous pour dire que les négociations entourant la ZLEA se font de manière antidémocratique et que cet accord est dangereux. Et on s'entend aussi pour se protéger entre nous et pour éviter de détruire la propriété privée.» Arrivés de Montréal pour participer à la Marche des peuples, Jean-François et David ont décidé de dévier du trajet pacifique et de bifurquer vers le périmètre de sécurité samedi après-midi. «On est descendu avec la CSN, mais ils ne sont ici que pour trois heures, dit Jean-François. C'est un bel appui, mais ce n'est pas assez.» David reprend: «Il faut se faire comprendre et on dirait que la manière pacifique ne fonctionne pas.»

À ce moment, un groupe de manifestants force vers la clôture où David et Jean-François se trouvent. Il faut filer rue Saint-Augustin afin de ne pas se faire écraser et pour

éviter les inévitables gaz qui suivront. En remontant un peu plus tard rue Saint-Jean, un petit regroupement se questionne sur la portée de la désobéissance civile et avoue que le contrôle qu'il a sur ses manifestants lui glisse entre les mains.

Mélange de joie et de peur

Sous le chaud soleil, beaucoup de gens manifestent bière à la main. D'autres s'allument des joints. L'ambiance est un mélange de fête et d'émeute, un mélange de joie et de peur. Un entre deux formé par des gens qui ont décidé de désobéir, mais qui ne désobéissent pas tous de la même façon. «Je suis pour les idées, mais je suis contre la violence», précise Dominic, un travailleur de rue de Québec.

Selon Gazelle, les membres du Black Block — dont elle ne fait pas partie — ont eu un courage incroyable. «Contrairement à ce que les médias véhiculent, les Black Block ne sont pas des anarchistes violents mal organisés, croit-elle. Ils ont défendu la foule toute la fin de semaine en renvoyant les bombes lacrymogènes aux policiers, en sortant les manifestants qui suffoquaient de l'ac-

tion et en démantelant des bouts de clôture. Ils ont fait le job de bras et on devrait leur rendre hommage.»

David ajoute que les manifestants savent qu'ils ont des limites. «Personne n'essaie de tuer des policiers. Les gens lancent des pierres, mais ils savent que les policiers sont bien équipés pour se protéger. Je suis contre la ZLEA, mais j'apprécie aussi ce que les policiers ont fait. Ils ont choisi le casque et le bouclier au lieu de la matraque. Ils ont choisi de faire mal aux gens le moins possible et il faut le saluer.»

La violence a cependant pris le pas dans la nuit de samedi à dimanche, marquée par de nombreux gestes de vandalisme dans la basse-ville de Québec. Fatigue ou frustration, certains militants ont perdu le nord et pris possession des rues. Feux de joie et vitrines fracassées ont donc ponctué cette longue nuitée bruyante.

Si les manifestants qui ont attaqué le périmètre de sécurité ne réussissent pas à enterrer la ZLEA, ils auront au moins réussi à se faire voir par toutes les caméras de l'Amérique. Si ce n'est du monde entier.



ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR

Le magazine L'actualité a dénoncé, hier, les conditions de libération imposées à sa photographe Louise Bilodeau, appréhendée samedi par la Sûreté municipale alors qu'elle couvrait les manifestations entourant le Sommet des Amériques. Lorsque la clôture du périmètre a cédé, Mme Bilodeau s'est enfuie mais, bien qu'elle se soit présentée, les policiers l'ont rattrapée, rudement maîtrisée, enfermée dans un fourgon et l'ont envoyée à la prison d'Orsainville. Elle a été relâchée grâce à l'intercession de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Au moins quatre membres des médias ont été appréhendés au cours des événements du week-end.

Processus de négociation de la ZLEA

Les syndicats réclament une place à part entière

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Fatigués d'être confinés aux sommets parallèles, les syndicats réclament une place à part entière dans le processus de négociation des accords de libre-échange.

Rappelant que le monde patronal dispose, depuis les négociations de l'ALENA, de son propre forum officiel, subventionné et influent, le président de la FTQ, Henri Massé, a déclaré, samedi, qu'il était plus que temps que l'on accorde le même droit aux syndicats. «À la FTQ, on aurait été prêt, s'il y avait eu un mécanisme de consultation permanent décidé lors [du Sommet des Amériques], à regarder cela, peut-être même à y aller. C'est comme ça que l'on aura un débat beaucoup plus intelligent et transparent, que l'on pourra présenter nos alternatives.»

S'il estime que les organisations sociales et environnementales devraient, elles aussi, se voir ouvrir ce genre de canaux d'expression, il dit souhaiter que les différents mouvements restent distincts. «On ne peut pas toujours mettre tout le monde ensemble et mener 52 débats en même temps.»

Rencontre avec la société civile

Comme les autres participants du Sommet des peuples, la FTQ a refusé de participer à la rencontre organisée samedi par le gouvernement canadien entre une soixantaine de représentants de la société civile et les représentants des gouvernements qui se montreraient intéressés. Sortis déçus de la précédente rencontre du genre qui s'était tenue l'an passé lors de la rencontre des ministres du Commerce à Toronto, les organisateurs du Sommet des peuples avaient exigé, sans succès, une rencontre de Sommet à Sommet, qui se serait tenue en présence des médias, à l'extérieur du périmètre de sécurité.

«Ce n'est pas à Pierre Pettigrew de décider qui représente la société civile, mais à la société civile elle-même de le décider», répétait, samedi, le président de la CSN, Marc Lavolette. Si certains reconnaissent aux organisations invitées le droit légitime d'essayer de se faire entendre lors de cette rencontre, la plupart leur refusait toutefois toute prétention à représenter l'ensemble de la société civile.

«Ce n'est pas à Pierre Pettigrew de décider qui représente la société civile, mais à la société civile elle-même de le décider.» — Marc Lavolette, président de la CSN

«Ces organisations ne représentent qu'elles-mêmes», déclarait par exemple Hector de la Cueva de l'Alliance sociale continentale. Elles constituent une infime minorité. La majorité des mouvements sociaux de ce continent est représentée par le Sommet des peuples et nous n'avons pas accepté de participer à la rencontre. Les gouvernements ne peuvent prétendre avoir eu un dialogue avec la société civile. Selon lui, ce genre de rencontre ne sert que les intérêts des gouvernements qui cherchent par tous les moyens à redorer leur blason démocratique.

La rencontre, à laquelle ont participé une quinzaine de ministres, dont quatre Canadiens, et les représentants de diverses organisations comme l'Assemblée des premières nations, Human Rights Watch, la Chambre de commerce canadienne et plusieurs instituts de recherche sur la mondialisation, a finalement surtout donné lieu à une série de brefs discours qui se sont enchaînés pendant une heure et demie.

Piqué au vif par ceux qui avaient critiqué l'exercice, le ministre canadien du Commerce, Pierre Pettigrew, a répliqué à leurs attaques. «Vous avez des gens qui, tout à coup, se donnent des rôles dans la société... je ne dis pas qu'ils ne sont pas légitimes, ils ont une certaine légitimité égale. [...] Nous avons rencontré une soixantaine d'organisations qui, je crois, sont assez représentatives. Qui est plus légitime que lui? Ça devient le grand débat de la légitimité.»

• SOMMET DES AMÉRIQUES 2001 •

Jouer au chat et à la souris

PHOTOS DE
JACQUES NADEAU
ET ÉRIC ST-PIERRE

Nos photographes, Jacques Nadeau et Éric St-Pierre ont suivi, les yeux en feu, les affrontements entre manifestants, beaucoup de jeunes néophytes survoltés par de petits groupes entraînés et bien équipés. La confrontation a atteint son paroxysme samedi, transformant l'air de la haute-ville de Québec en poison vif pour les yeux et l'estomac, et ses habitants en prisonniers dans leurs propres maisons, incapables souvent d'en sortir sous peine d'étouffer.

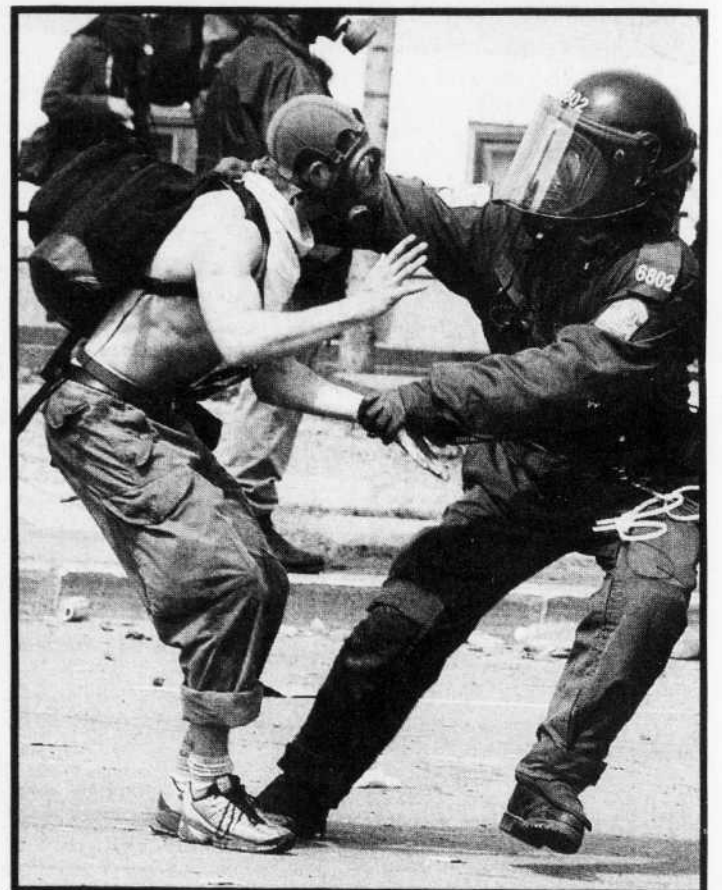
Les policiers, qui n'ont lancé aucune attaque massive contre les manifestants, ont réinventé la stratégie de la tortue, utilisée par les soldats romains, pour freiner les attaques des manifestants, qui se brisaient sur leurs boucliers. Plusieurs médias ont d'ailleurs couvert l'événement comme un match de tennis où les balles auraient été remplacées par des bombes fumigènes et lacrymogènes. Les frasques des jeunes irréductibles, qui se sont arraché les yeux pour narguer ou pilonner les mailles humaines du «mur de la honte», ont beaucoup plus intéressé les photographes que les 30 000 personnes venues manifester pacifiquement des quatre coins du Québec leur opposition à la «vente de feu de la démocratie», qui avait cours, à leur avis, dans les salons aseptisés du Château Frontenac.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



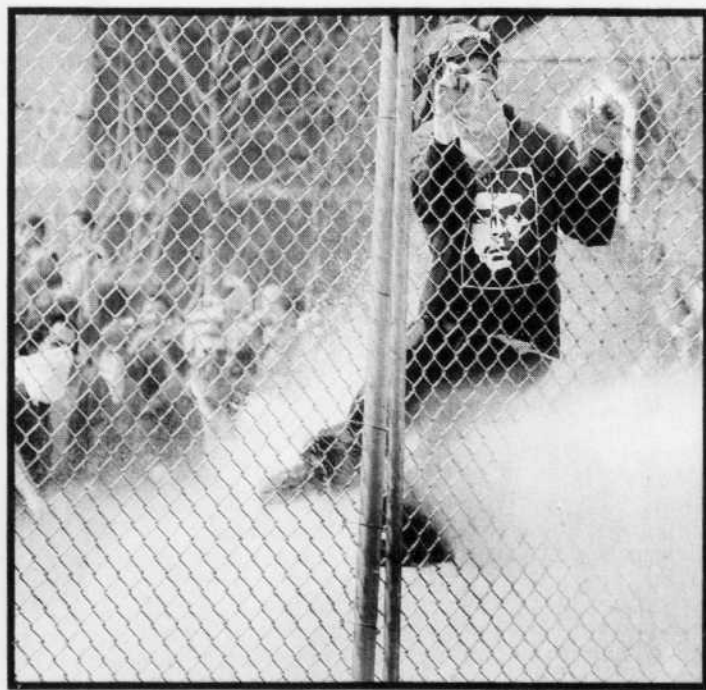
JACQUES NADEAU LE DEVOIR



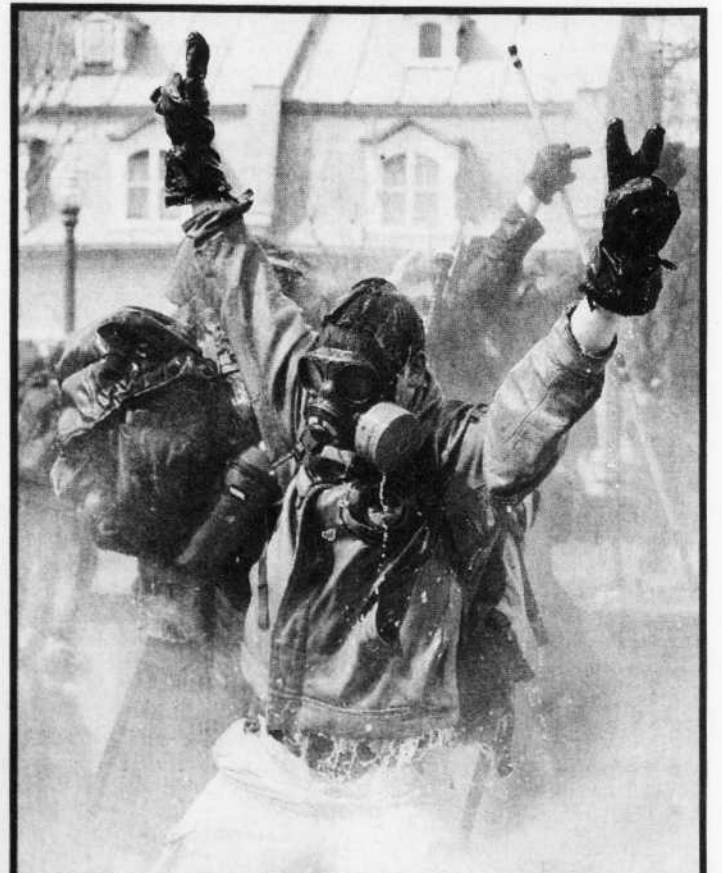
ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR

Notre Père...

La collecte annuelle de l'Église catholique de Montréal Du 22 avril au 6 mai 2001

• LES ACTUALITÉS •

Chris Hadfield effectue sa sortie

« Quelle vue! »

MICHELLE MACAFEE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Hubert — Premier Canadien à avoir effectué une sortie dans l'espace, hier matin, Chris Hadfield est entré dans l'histoire.

«Quelle vue!», s'est exclamé l'astronaute ontarien en émergeant du sas de la navette Endeavour, qui survolait l'Atlantique au large du littoral brésilien. C'est à couper le souffle.

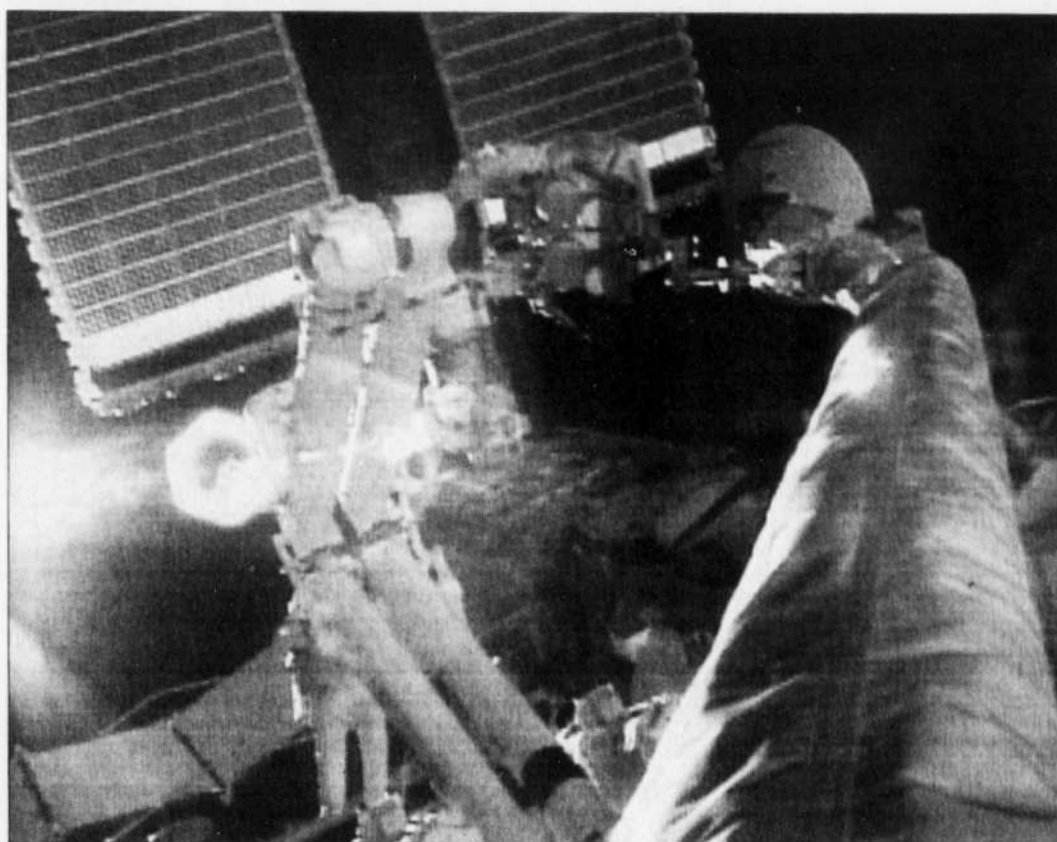
Vêtu d'une combinaison spatiale blanche dont l'une des manches arborait un drapeau canadien, M. Hadfield, relié à la navette par une épaisse courroie, a quitté Endeavour vers 7 h 50 afin d'exécuter sa mission.

«Allez Canada», lui a répondu l'astronaute canadien Steve MacLean depuis le Centre de contrôle de mission du Centre spatial Johnson de Houston, au Texas.

M. Hadfield et son collègue américain Scott Parazynski avaient pour mandat premier de déployer le bras robotisé Canadarm2, de 1,6 tonne, et de le relier à la Station spatiale internationale (SSI), en orbite à quelque 400 km au-dessus de la Terre.

Principal élément de la contribution de 1,4 milliard du Canada à la SSI, le bras robotisé est un descendant plus élaboré, souple et efficace du Canadarm, conçu il y a 20 ans. Contrairement à son successeur, Canadarm est fixé à la navette spatiale.

La manœuvre s'est déroulée sans problème, les astronautes prenant même une avance d'une heure sur le programme, jusqu'au moment de la dernière étape. Les deux hommes ont alors eu de la difficulté à serrer les vis devant maintenir en position droite les charnières du bras qui permettaient de le plier avant son installation.



Le déploiement du bras robotisé Canadarm 2, tel que capté par les caméras de la NASA hier.

Au moyen de tournevis électriques, les astronautes Hadfield et Parazynski ont resserré à plusieurs reprises chacune des vis, augmentant la tension progressivement, avant de compléter la manœuvre manuellement. «C'est comme remonter la plus grosse horloge au monde», a fait remarquer l'un d'eux.

La mise en place de Canadarm2, indispensable aux futures missions de construction de la station spatiale, représentait la plus délicate mission à avoir été effectuée, à ce jour, par des astronautes en sortie autonome dans l'espace.

Chris Hadfield, de Milton, en Ontario, a d'ailleurs passé l'essentiel des quatre dernières années à s'entraîner pour mener cette tâche à bien.

Les sorties dans l'espace sont particulièrement difficiles parce que les scaphandres sont, essentiellement, des ballons gonflés que l'on pressurise pour prévenir le «mal des saisons». Le travail, déjà exigeant, devient de plus en plus pénible et fatigant au fur et à

mesure des heures passées dans cet équipement.

Les scaphandres sont munis d'un approvisionnement en eau, d'un dispositif de collecte de l'urine, d'un climatiseur, d'écouteurs, d'un microphone et d'une réserve d'oxygène pure.

Et dans le cas — improbable — ou Chris Hadfield se retrouverait détaché de la structure de la SSI, il pourrait toujours compter sur un petit groupe propulseur de secours qui lui permettrait de rentrer par ses propres moyens.

Protocole de Kyoto

L'Europe est prête à se passer des États-Unis

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

À la suite de la rencontre de New York en fin de semaine, l'Europe se prépare à «intensifier les préparatifs» qui vont lui permettre de ratifier avec d'autres pays le Protocole de Kyoto, même sans les Américains, ce qui pourrait constituer le prélude à un réalignement des grandes alliances économiques.

À l'issue de cette rencontre de deux jours, qui réunissait des représentants de 40 pays-clés du dossier climatique, l'Union européenne s'est déclarée «gravement préoccupée par la position des États-Unis». Ses porte-parole ont dit «espérer et escompter fermement que les États-Unis vont reconsidérer leur opposition au Protocole de Kyoto et rejoindront les négociations» sur l'avenir du climat.

Pour leur part, les Quinze, qui ne voient «aucune alternative» au Protocole de Kyoto, entendent maintenir «l'objectif de ratifier [l'accord] d'ici Rio+10», soit en 2002 à l'occasion de la conférence de Johannesburg, où la communauté internationale entend faire le point 10 ans après l'Historique Sommet de Rio.

La 6^e Conférence des signataires du Protocole de Kyoto avait ajourné ses délibérations en novembre à La Haye après que les États-Unis et le Canada principalement eurent bloqué les pourparlers sur la question des «puits» de gaz à effet de serre (GES), dont les Européens préconisaient un usage plus limité. Les Nord-Américains réclamaient aussi un recours plus libéral aux règles du marché pour pouvoir acheter, échanger ou obtenir des crédits susceptibles d'être comptabilisés dans l'atteinte de l'objectif national de réduction des GES.

Les Américains, pour leur part, sont en train de revoir leur position sur le réchauffement du climat. Mais les déclarations du président Bush depuis deux mois indiquent qu'ils s'apprentent davantage à se retirer du processus de La Haye, qui doit reprendre en juillet à Bonn à leur demande. Les États-Unis sont responsables du quart des émissions annuelles de GES avec seulement 4 % de la population mondiale.

D'autre part, des écologistes ont rendu public en fin de semaine un câble envoyé à ses ambassades par le Secrétaire d'État américain, Colin Powell, au début d'avril, dans lequel il disait que les États-Unis s'opposeraient au Protocole de Kyoto «quelles que soient les circonstances», avec comme conséquence que «Bonn se terminerai sans accord, comme à La Haye, en novembre».

Le président de la conférence de New York, le ministre néerlandais de l'Environnement, Jan Pronk, a pour sa part déclaré que «Kyoto était toujours vivant» même s'il reconnaissait avoir en poche un «plan B». Il a toutefois averti les États-Unis qu'il y aurait un prix à ainsi affronter la communauté internationale sur une question qui touche la sécurité de tous, ce qui pourrait avoir des répercussions, a-t-il dit, sur leur crédibilité dans plusieurs autres domaines et nuire à leurs produits commerciaux dans les marchés produisant des biens et services avec des énergies plus propres mais plus chères.

«Nous savons, a-t-il dit, qu'aucun pays signataire dans un processus multilatéral ne peut déclarer mort un processus multilatéral ou l'issue possible de négociations multilatérales. Ce n'est le droit d'aucun pays, qu'il soit petit ou grand. C'est à la communauté internationale qu'appartient le droit de décider de la manière de faire évoluer un processus multilatéral.»

Le président Pronk a dit que les participants s'étaient divisés en trois groupes à New York. D'abord, les pays décidés à ratifier Kyoto d'ici 2002, avec en tête l'Europe et désormais, du moins officiellement, le Japon et la Russie, qui étaient auparavant dans le camp américain du groupe Paraphu. Et les «hésitants», parmi lesquels on retrouve plusieurs pays en voie de développement qui s'interrogent sur les chances d'un Protocole sans le principal pollueur. Et, a-t-il dit, un groupe formé de «un ou deux pays [qui] ont déclaré en privé qu'il leur serait impossible de travailler sans les États-Unis». Le président Pronk parlait de l'Australie et du Canada, ce dernier ayant nié publiquement avoir déjà décidé de suivre aveuglément les Américains en faisant primer ses intérêts économiques sur ceux de la planète.

Virus du Nil

Les corbeaux remplacent les poulets

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Cette année, ce sont des corbeaux — et non des poulets — qui seront utilisés afin de déceler à la frontière canadienne la présence du virus du Nil occidental.

Ces oiseaux à plumage noir se sont vu confier cette responsabilité après que les capacités des gallinacés utilisés l'an dernier eurent été remises en question.

Le virus du Nil occidental, maladie mortelle portée par les moustiques tirant son nom de la région de l'Ouganda où elle fut décelée pour la première fois, en 1937, peut se révéler fatal pour l'homme. Il est encore plus dangereux lorsque contracté par certaines variétés d'oiseaux, en particulier les corbeaux.

Harvey Artsob, responsable du service des maladies zooniques aux laboratoires de santé fédéraux de Winnipeg, a indiqué que «nous nous pencherons sur des oiseaux morts».

Si des carcasses de corbeaux et d'autres oiseaux similaires tels que les geais bleus sont récupérés dans le sud du Canada, elles seront acheminées à Winnipeg afin d'y être soumises à des examens. «Nous allons nous fier aux examens faits sur des oiseaux morts», a déclaré M. Artsob.

L'an dernier, 600 poulets sentinelles ont été placés en cage dans des zones où il y avait des moustiques, du Nouveau-Brunswick à la Saskatchewan. Toutefois, les poulets se sont révélés inefficaces, a indiqué M. Artsob. Dans les zones des États-Unis où la présence du virus avait été observée, les poulets ne montraient aucun signe de maladie, a-t-il expliqué.

Lorsque le comité national sur le virus du Nil occidental s'est réuni, en février, on a convenu d'avoir plutôt recours à des corbeaux.

Jour de la Terre

Pour une bouffée d'air frais

Le Québec avait fait du réchauffement climatique son thème officiel avec comme slogan: «C'est le temps de changer d'air»

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Ce sont les changements climatiques et, à plusieurs endroits, y compris aux États-Unis, l'attitude de l'administration Bush qui remet en question sa signature au bas du Protocole de Kyoto, qui ont constitué le cœur des thèmes et festivités du 31^e Jour de la Terre, hier.

Des festivités et activités liées à la protection de l'environnement et du climat avaient été organisées dans 184 pays sur des dizaines de sujets différents. Elles devaient impliquer des millions de personnes.

Au Québec, Pierre Lussier et l'animateur de radio Jacques Languirand, porte-parole québécois du Jour de la Terre 2001, ont donné le signal des activités par une plantation d'arbres au Complexe environnemental Saint-Michel — l'ancienne carrière Miron transformée en dépotoir — où se déploie une «œuvre» baptisée *Le Jardin des Captives*.

Le captage des biogaz de ce site d'enfouissement, le plus important du Québec, réduit d'environ 22 fois l'impact des biogaz sur le climat en utilisant le méthane qu'ils contiennent pour en faire de l'électricité. Le Québec n'exige cependant pas que tous ses vieux sites d'enfouissement s'équipent de torchères qui brûleraient les émanations de méthane, un gaz de serre 22 fois plus actif que le gaz carbonique qui résulte de leur combustion.

Pour Jacques Languirand, «la plus grande menace envers l'humanité provient de l'homme lui-même. Malgré de sévères avertissements sur l'état précaire de notre environnement, l'économie-à-tout-prix continue d'être la préoccupation numéro un de nos dirigeants. L'argent avant la vie, ça

n'a pas de bon sens. Une planète sur laquelle on peut vivre en harmonie, c'est certainement le plus bel héritage qu'on peut laisser à nos petits-enfants. Rétablissons les priorités», a-t-il dit.

Au Québec

Le Québec avait fait du réchauffement climatique son thème officiel avec comme slogan: «C'est le temps de changer d'air». Le ministre québécois de l'Environnement, André Boisclair, présent au centre Saint-Michel, a d'ailleurs convié les citoyens à relever le défi en contribuant de toutes les façons à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement du climat.

Pour promouvoir cette pratique, les organisateurs du Jour de la Terre au Québec en collaboration avec la Centrale des syndicats du Québec et plus de 150 municipalités et organismes ont mis sur pied des centres d'information sur les changements climatiques pendant les mois d'avril et mai. Le ministre Boisclair a d'ailleurs incité tout le monde à signer la pétition électronique sur le site Internet où on peut prendre l'engagement de réduire sa propre contribution à l'effet de serre (www.jourdelaterre.org/engagement/). Cette campagne de signature se poursuit jusqu'au 30 mai.

Son homologue fédéral, David Anderson, qui se trouvait à New York à la conférence qui tente de sortir de l'impasse dans le dossier des changements climatiques, situait le problème, lui

aussi, au niveau des comportements individuels plutôt que des politiques économiques et énergétiques. Il conviait ainsi les Canadiens à «bien réfléchir à nos habitudes quotidiennes qui ont des répercussions sur l'environnement ainsi qu'aux moyens que nous pouvons prendre pour en minimiser les dommages».

Aux États-Unis

Aux États-Unis, des dizaines de colloques et d'événements divers ont marqué le Jour de la

Terre en même temps que l'administration américaine, en voie de devenir la tête de Turc environnementale de la planète, se lançait dans une opération charme pour minimiser les impacts de la position de la Maison-Blanche, qui semble décidée à faire avorter le processus de Kyoto sur le contrôle des gaz à effet de serre.

Aux États-Unis comme au Canada, les colloques ont rivalisé avec les plantations d'arbres, les nettoyage de berges comme celle d'Anacostia, près de Washington, des cérémonies religieuses, comme à San Francisco où des religieuses ont proclamé la «sacralité de la Terre» et à New York où les activités allaient de la lutte contre la pollution de la Hudson River à la construction de centrales thermiques en ville en passant par des campagnes pour inciter les Américains à passer à des transports plus propres. Sans oublier les manifestations d'écologistes devant la Maison-Blanche.

L'administration américaine se lançait dans une opération charme pour minimiser les impacts de la position de la Maison-Blanche

loto-québec

6/49		Tirage du 2001-04-21		GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	2 000 000,00 \$					
5/6+	15	39 269,60 \$					
5/6	201	2 344,40 \$					
4/6	12 936	69,80 \$					
3/6	255 443	10,00 \$					
Numéro complémentaire: 06				Ventes totales: 14 403 091 \$			
				Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$			
4/9		Tirage du 2001-04-21		GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$					
5/6+	1	50 000,00 \$					
5/6	16	500,00 \$					
4/6	928	50,00 \$					
3/6	17 904	5,00 \$					
Numéro complémentaire: 18				Ventes totales: 627 661,00 \$			
6/49 +		Tirage du 2001-04-21		GAGNANTS		LOTS	
6/6	151,52 \$						
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.				SUPER 7			
Tirage du 2001-04-20		02 10 14 16 21 22 27		GAGNANTS		LOTS	
Numéro complémentaire: 46							
7/7	1	10 000 000,00 \$					
6/7+	4	86 608,40 \$					
6/7	130	2 331,70 \$					
5/7	7 740	139,80 \$					
4/7	160 855	10,00 \$					
3/7	144 552	10,00 \$					
3/7	1 329 274	partic. gratuite					
Ventes totales: 19 058 534 \$				Prochain gros lot: 2 500 000 \$			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.							
Le jeu doit rester un jeu							
TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC							

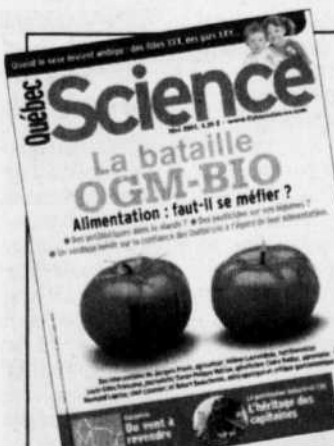
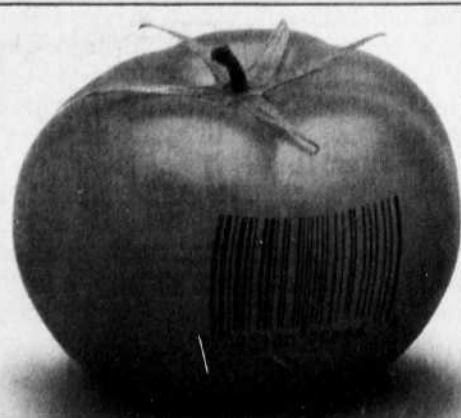
Édition de mai 2001

Alimentation : danger ?

À l'heure des OGM, des antibiotiques et des pesticides, qu'en est-il de la qualité de nos aliments ?

Aussi : L'ambiguïté sexuelle ou quand les gènes s'emmêlent.

redécouvrez
Québec Science
www.CyberSciences.com



É D I T O R I A L

Au-delà
du commerce

Du troisième Sommet des Amériques on attendait le pire comme le meilleur. Tous deux ont été au rendez-vous. Le pire, sous la forme de plusieurs manifestations violentes et le meilleur sous celle de cette déclaration sur la démocratie dans les Amériques qui constitue la principale avancée de l'événement.

Les manifestations ont pris beaucoup de place au cours des trois jours du Sommet de Québec. On déplorera les débordements et les excès de groupes marginaux, mais non la présence de ces quelque 40 000 citoyens qui ont réitéré, samedi, de façon éloquente, que ce vaste projet d'intégration continentale ne saurait être négocié derrière des portes closes, ni restreint à sa dimension économique par la constitution d'une zone de libre-échange continentale.

Ce message de la société civile, les gouvernements l'avaient déjà perçu et s'y étaient préparés comme en témoigne la décision prise à Buenos Aires de rendre publics les textes de négociation sur le libre-échange. Depuis le premier Sommet des Amériques tenu à Miami en décembre 1994, l'indifférence qui avait accueilli ce projet d'intégration des Amériques a fait place à une prise de conscience que les gouvernements ne pourront plus ignorer. Québec marquera à cet égard un tournant, car on a tous pu constater que l'inquiétude exprimée jusqu'ici par les syndicats et les organismes non gouvernementaux est largement partagée par des gens de toutes les couches sociales. Il s'agira de trouver maintenant une façon d'intégrer la société civile au suivi des pourparlers pour que celle-ci puisse participer activement à définir les orientations de ce projet plutôt que de donner des avis *a posteriori*.

Cela dit, le processus d'intégration continentale apparaît au terme de cette rencontre irréversible. Le projet est cependant beaucoup plus complexe que ne pouvait l'imaginer le gouvernement américain en le proposant. Si le président Bush croit que le commerce apportera à tous les pays du continent la prospérité et «repoussera les frontières de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance», d'autres, de plus en plus nombreux, sont aussi convaincus que le libre-échange n'est pas la panacée à tous les maux du continent. On ne peut constituer un espace économique avec des pays qui sont aux antipodes au plan de la richesse, comme les États-Unis et Haïti, sans en même temps penser à créer un espace social.

On voit dans la déclaration finale et le plan d'action adopté hier à Québec, l'ampleur des préoccupations de nature sociale et politique qu'entretiennent plusieurs gouvernements des Amériques. Cela va de l'environnement à l'éducation, de la santé à l'immigration, du développement socio-économique à la vie démocratique. Ne pensons pas toutefois que l'on soit à la veille de se doter d'un corpus de politiques communes. L'intégration des Amériques en est à ses premiers balbutiements. Ne nous comparons pas avec l'Europe qui chemine sur cette voie depuis déjà 50 ans. Sur notre continent, presque tout est à construire.

L'élément le plus concret de la déclaration finale est certainement cette clause démocratique qu'ont entérinée 33 des 34 pays participants au sommet. On ne veut plus de dictature militaire à la Pinochet ou même de régimes aux allures démocratiques incertaines comme en Haïti.

On ne veut plus de dictature militaire à la Pinochet ou même de régimes aux allures démocratiques incertaines comme en Haïti. On ne veut plus de dictature militaire à la Pinochet ou même de régimes aux allures démocratiques incertaines comme en Haïti. On ne veut plus de dictature militaire à la Pinochet ou même de régimes aux allures démocratiques incertaines comme en Haïti.

Les participants au Sommet de Québec ont bien peu parlé de la ZLEA qui était le principal sujet de préoccupation des gens qui, samedi, sont descendus dans la rue. La raison est toute simple: le processus de négociation est enclenché depuis longtemps et les négociateurs font rapport au comité ministériel. Les chefs de gouvernement n'auront fait que confirmer leur volonté d'en venir à une entente d'ici au début de 2005.

La publication ces prochains jours des textes de la négociation nous dira jusqu'à quel point il faut s'inquiéter. L'un des enjeux majeurs à surveiller sera le chapitre portant sur les investissements par lequel on voudra ouvrir les frontières sans restrictions à la libre-circulation des capitaux. Il faut résister à l'idée que les investisseurs aient finalement plus de pouvoirs que les États sur leur développement économique. Dans les pays en voie de développement qui ont désespérément besoin d'investissements, cela pourrait avoir pour effet de remettre entre les mains d'investisseurs étrangers le contrôle de son économie.

Ces prochains mois, c'est cette négociation qu'il faudra s'attacher à suivre. C'est à travers elle que se construira l'intégration des Amériques qu'il ne faut pas rejeter d'emblée. Le Canada et le Québec ont intérêt à ce que l'on arrive à un accord qui serait un élargissement de l'ALENA corrigé de ses défauts actuels. Nos gouvernements y arriveront d'autant plus facilement s'ils obtiennent un appui populaire en ouvrant largement le processus de consultation. Certes, le premier ministre Jean Chrétien a toute l'autorité pour négocier et il peut agir en toute légitimité. Mais cette négociation, à la différence d'autres, ouvre la porte à des changements profonds qui doivent pouvoir être débattus autrement que dans un cadre électoral comme il le laissait entendre hier. Pour peu qu'il sache s'y prendre, ce projet pourrait même mobiliser les citoyens pour qui l'ouverture au monde est un objectif à poursuivre.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Appel à mes compatriotes
juifs

Depuis bientôt un demi-siècle je lis régulièrement dans les journaux, je vois régulièrement à la télévision des informations sur l'évolution des choses au Proche-Orient, particulièrement sur les rapports entre Juifs et Palestiniens. Plus le temps passe, plus les choses se gâtent. Plus on signe des accords, plus on se tue à qui mieux mieux. Plus on parle de définir des territoires respectifs délimités, plus on empiète sur le territoire des autres. J'en suis au point où tout cela me semble parfaitement, absolument insupportable. Barbare.

Si je disais le fond de ma pensée, je dirais que je ne veux plus rien entendre sur qui était là quand; sur qui a le droit d'être là en fonction de tel texte ancien; sur qui a reçu de Dieu ou d'Allah ou de Jupiter ou de Bouddha la mission d'être là pour la vie éternelle. Si je disais le fond de ma pensée, je dirais: regardez l'histoire, voyez que les humains viennent tous du même coin d'Afrique, qu'il est inutile de songer à y retourner pour retrouver la terre de nos ancêtres; on risquerait d'y crever tous de faim. Si je disais le fond de ma pensée, je dirais qu'on devrait prendre acte du fait que, depuis des millénaires, les humains vont là où ils pensent vivre convenablement leur vie et que, pour que cela adienne, ils feraient preuve d'intelligence en reconnaissant que, le globe étant passablement occupé, le mieux à faire, serait de s'organiser collectivement pour que tout le monde y trouve son compte, sans trop se demander qui était là en premier, en deuxième ou en dernier. Ces idées sont dépassées et néfastes. Je sais bien qu'elles font partie de notre héritage, de l'héritage de certains

d'entre nous; mais, quand même, on a abandonné, dans bien des pays, la momification et la sorcellerie, qui ont aussi fait partie de notre héritage à certaines époques. L'héritage, il faut savoir en user... avec raison, et parfois en disposer.

On est là quelque part, dans la majorité des cas, par naissance; dans d'autres cas, par choix. On veut juste vivre dignement parmi nos semblables. Pourquoi faudrait-il qu'on partage la même religion, la même langue maternelle, la même couleur de peau, le même faciès?

Je vous en prie, compatriotes juifs, levez-vous, dites quelque chose. Dénoncez Sharon et tous les fondamentalistes d'Israël. Votre silence deviendrait un trop puissant facteur d'antisémitisme.

Charles Gagnon
Montréal, 17 avril 2001

Gifle linguistique

Il y a quelques jours une nouvelle boutique de mode a ouvert ses portes rue Sainte-Catherine, tout près de la rue Amherst. En toutes lettres d'environ un mètre de haut chacune on peut y lire: FOAM - Freak Out After Midnight. Donc, une enseigne énorme et parfaitement UNILINGUE anglaise.

En tant que francophone qui se respecte, jamais je ne mettrai les pieds à l'intérieur de cette boutique et j'ose espérer que tous les francophones en feront autant. Il me semble qu'encore récemment, les ministres du gouvernement du PQ se vantaient du fait que le visage français de Montréal s'était beaucoup amélioré depuis quelques années. Où ça? Qu'ils viennent donc voir sur le terrain, plutôt que de se fier à ce qu'ils voient dans les rues autour du parlement à Québec. Ils verraient, par exemple que le nouveau cinéma Paramount, rue Sainte-Catherine, ne

met jamais à l'affiche plus d'un film en français sur 12. Allez voir l'horaire cinéma dans le journal pour le constater par vous-même. Et attendez voir le nouveau cinéma dans l'ancien forum. On n'est pas sortis du bois!

Vous voulez un autre exemple? Un nouveau dépanneur a ouvert ses portes tout récemment sur la mezzanine de la station de métro Berri-UQAM. Son nom? DELAY. Sans doute que s'ils avaient donné le nom de DELAIS à leur dépanneur, aucun anglophone de Montréal n'aurait compris ce que ce mot voulait dire, n'est-ce pas? La situation du français s'améliore à Montréal dites-vous? Mon œil!

Yves Hamel
Montréal, avril 2001

Nouveau défi

M. Sansaçon se trompe sur le plan d'histoire et sur le plan conceptuel. Le libre commerce n'est pas «le seul outil de développement des nations ayant fait ses preuves» (*Le défi Nord-Sud*, 17 avril 2001). Aucun pays n'a réussi à devenir un pays capitaliste avancé grâce au libre commerce. Ses deux grands champions, le Royaume-Uni au 19^e siècle et les États-Unis au 20^e siècle, ne l'ont adopté comme politique de pénétration des marchés externes, qu'après avoir développé leurs propres économies sous des régimes hautement protectionnistes. Ainsi, les États-Unis ne «produisent» pas «annuellement 70 % des richesses de l'ensemble des 34 pays représentés» au Sommet. Les États-Unis les accaparent. Pour mieux comprendre la différence, consultez les travailleuses et les travailleurs des maquiladoras mexicaines.

Robert C. H. Sweeney
Professeur agrégé au département d'histoire de la Memorial University of Newfoundland

LIBRE OPINION

De l'ALENA à la ZLEA

RACHEL SARRASIN
Groupe de recherche sur l'intégration
continentale (GRIC) de l'UQAM

Depuis l'Accord de libre-échange (ALE) signé entre le Canada et les États-Unis en 1989, l'intégration régionale dans les Amériques favorise essentiellement la libéralisation des marchés. Cela dit, les négociations entourant l'ALE de 1989 se faisaient encore selon une approche dite «positive», en ce sens que l'ensemble des engagements auxquels les deux partenaires souscrivent sont explicitement inscrits dans le texte de l'Accord.

En revanche, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en 1994 innove de façon déterminante en recourant à une approche dite «négative». Selon cette approche, le principe de libéralisation des marchés s'applique à tous les services sans exceptions, sauf à ceux mentionnés en annexe de l'entente, mais pour lesquels les négociations sur le maintien ou non des exclusions doivent reprendre et être menées à terme par la date butoir d'application intégrale de l'Accord prévue en 2003. En permutant les approches, l'ALENA institua un mécanisme continu de négociations qui s'inscrit en plein cœur de la nouvelle économie politique néo-libérale reposant sur la libéralisation systématique de tous les domaines de l'économie et de la société.

Les mécanismes institutionnels de l'ALENA

La sanction de l'approche négative repose sur un processus d'institutionnalisation de l'Accord qui permet de mener à terme l'ambitieux programme de libéralisation de l'ALENA. Dans l'objectif de l'extension progressive des domaines couverts, l'entente prévoit la mise en place d'institutions et de groupes de travail dont le mandat principal consiste à étendre l'aire d'application de l'Accord. Ainsi, la Commis-

sion de l'ALENA créée en vertu de l'article 2001 et composée des représentants ministériels délégués par les trois pays signataires, est le pivot central des mécanismes de négociations et maître d'œuvre de l'Accord. En plus de veiller à l'élargissement des secteurs couverts par les termes de l'entente, son rôle consiste aussi à intervenir dans le règlement des différends liés à l'application et à l'interprétation des dispositions de l'Accord.

Dans la même lignée, afin de veiller à l'élaboration plus poussée des objectifs du libre-échange, la Commission a le pouvoir d'instituer des comités de même que des groupes de travail et d'experts ainsi que de leur attribuer des responsabilités. Les 30 groupes de travail, comités et organismes auxiliaires établis pour faciliter l'application intégrale de l'Accord servent de carrefour pour examiner les moyens de libéraliser davantage les échanges entre les pays signataires. Les principaux secteurs de travail des organes de l'ALENA concernent le commerce des produits, les normes et les barrières techniques, les marchés publics, les investissements et les services ainsi que les dispositions administratives et institutionnelles.

Le Secrétariat de l'ALENA, quant à lui, est un organisme tripartite dont le mandat principal est de veiller à l'application administrative des dispositions relatives au règlement des différends. Or, les sentences finales rendues par les tribunaux d'arbitrage auxquels les Parties peuvent avoir recours en vertu des mécanismes de règlement prévus à l'Accord sont exécutoires devant les juridictions nationales.

La quantité de secteurs touchés par l'ALENA engage donc une extension insoupçonnée du champ du commerce international avec le résultat que ce sont les normes commerciales elles-mêmes qui imposent leurs contraintes à la définition des normes de la politique économique domestique. En effet, l'Accord confère des obligations de résultats précises aux pou-

voirs exécutifs qui, à la suite du renforcement de leurs prérogatives, confient à leur tour des mandats à une panoplie d'organismes qui doivent étendre et poursuivre la libéralisation des marchés de services publics.

Suivant la même dynamique d'approfondissement de la logique de système déjà mise en place depuis l'ALENA, les négociations portant sur la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) s'inscrivent dans un programme d'intégration d'envergure défini par le projet du Sommet des Amériques. Toutefois, la mise en œuvre à l'échelle hémisphérique d'un tel accord requiert, à l'instar des ententes précédentes, la définition de dispositions institutionnelles appropriées.

À la lumière de ce que nous venons de souligner à propos de l'ALENA, deux scénarios peuvent être envisagés autour de la création de la ZLEA. D'abord, selon une interprétation forte, la ZLEA se substituerait tout simplement à l'ALENA, un peu comme l'ALENA a été substitué à l'ALE. Ce scénario impliquerait donc la création d'une Commission de la ZLEA, dont les mandats seraient semblables à ceux de l'actuelle Commission de l'ALENA. Cependant, cette possibilité peut être considérée comme irréaliste, compte tenu du principe des négociations permanentes qu'elle sanctionne et des difficultés que rencontrerait la mise en œuvre continentale d'une telle approche.

Selon une interprétation plus réaliste, l'approche dite «positive» serait appliquée à l'accord de la ZLEA, de telle sorte que ce dernier, moins ambitieux, ne se substituerait pas à l'ALENA. Compte tenu de la portée de l'entente en vigueur entre les trois partenaires d'Amérique du Nord, la réalisation de ce scénario aurait entre autres pour effet de renforcer la dichotomie Nord/Sud sur le continent. Ainsi, plutôt que de promouvoir une intégration unique à l'ensemble des pays de l'hémisphère, la création de la ZLEA entraînerait une intégration à deux vitesses dans les Amériques.

IDÉES

Déclaration de Québec

« La démocratie et le développement économique et social sont interdépendants »

Voici de larges extraits du texte de la Déclaration de Québec cosignée hier par les 34 chefs d'État et de gouvernement présents au III^e Sommet des Amériques.

« Nous, les chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des Amériques, réunis à Québec, à notre troisième Sommet, renouvelons notre engagement à l'égard de l'intégration hémisphérique et de la responsabilité nationale et collective quant à l'amélioration du bien-être économique et de la sécurité de nos peuples. Nous avons adopté un Plan d'action visant à renforcer la démocratie représentative, promouvoir la saine gestion des affaires publiques et protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales.

Nous cherchons à créer une plus grande prospérité et à élargir les débouchés économiques tout en favorisant la justice sociale et le développement du potentiel humain.

Nous réaffirmons notre engagement ferme à l'égard des principes et des objectifs des Chartes des Nations unies et de l'Organisation des États américains (OEA) et notre adhésion à celles-ci. (...)

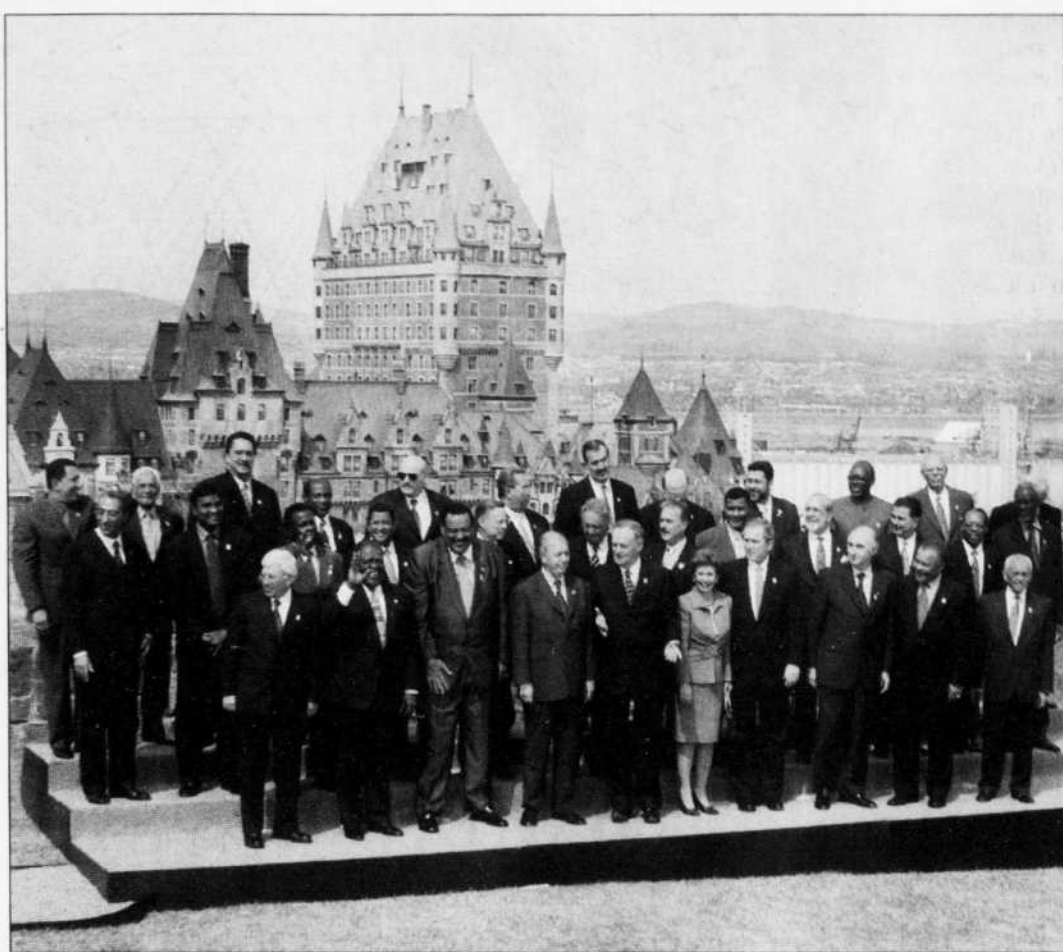
Nous reconnaissons que les valeurs et les pratiques de la démocratie sont fondamentales pour l'atteinte de tous nos objectifs. Le maintien et le renforcement de l'état de droit et du respect scrupuleux du système démocratique sont à la fois un objectif et un engagement commun, ainsi qu'une condition essentielle de notre présence à ce Sommet et aux Sommets futurs. Par conséquent, toute altération ou interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans un État de l'hémisphère constitue un obstacle insurmontable à la participation du gouvernement de cet État au processus du Sommet des Amériques. Tenant dûment compte des mécanismes hémisphériques, régionaux et sous-régionaux actuels, nous nous entendons pour tenir des consultations dans l'éventualité d'une interruption du système démocratique d'un pays participant au processus du Sommet.

Aujourd'hui, les menaces à la démocratie prennent diverses formes. Pour nous aider à les contrer, nous demandons à nos ministres des Affaires étrangères de préparer, dans le cadre de la prochaine Assemblée générale de l'OEA, une Charte démocratique interaméricaine, laquelle renforcera les instruments de l'OEA pour la défense active d'une démocratie représentative.

Notre engagement à l'égard du plein respect des droits de la personne et des libertés fondamentales est fondé sur des convictions et des principes partagés. Nous soutenons le renforcement et le perfectionnement de l'efficacité du système interaméricain des droits de la personne, qui inclut la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Nous chargeons la XXXI^e Assemblée générale de l'OEA d'envisager une augmentation adéquate des ressources pour les activités de la Commission et de la Cour en vue d'améliorer les mécanismes des droits de la personne et de promouvoir la mise en application des recommandations de la Commission et le respect des jugements de la Cour.

Nous réaffirmons notre engagement à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité grâce au recours efficace à des modes hémisphériques de règlement pacifique des différends et à l'adoption de mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité. Nous appuyons et saluons les efforts déployés par l'OEA à ce propos. Nous réaffirmons notre pleine adhésion au principe qui oblige les États à s'abstenir de recourir à la menace ou à la force, en conformité avec le droit international. Fidèles aux principes du droit humanitaire international, nous condamnons énergiquement les attaques menées contre les populations civiles. Nous prendrons toutes les mesures à notre disposition pour que les enfants de nos pays ne participent pas à des conflits armés et nous condamnons l'utilisation d'enfants par des forces irrégulières. Nous réitérons que la subordination constitutionnelle des forces armées et des forces de sécurité aux autorités civiles légalement constituées de nos pays ainsi que le respect de l'état de droit de la part de toutes les institutions nationales et tous les secteurs de la société sont fondamentaux pour la démocratie. Nous nous efforçons de limiter les dépenses militaires, tout en maintenant les effectifs correspondants à nos besoins légitimes en matière de sécurité, et nous encourageons une meilleure transparence dans les acquisitions d'armes. (...)

Nous renouvelons notre engagement à l'égard de la mise en œuvre totale de la Stratégie antidrogue de l'hémisphère, fondée sur les principes de la responsabilité partagée, d'une approche globale et équilibrée, et d'une coopération multilatérale. Nous saluons le développement du Mécanisme multilatéral d'évaluation et réaffirmons notre engagement à faire de ce mécanisme unique au monde un des piliers centraux d'une coopération hémisphérique efficace dans le contexte de la lutte contre l'ensemble des facteurs qui constituent le problème mondial de la drogue. Nous exprimons notre soutien aux programmes de développement alternatif efficaces vi-



Les chefs d'État participant au troisième Sommet des Amériques étaient tous présents pour la photo officielle.

sant à éradiquer la culture illicite et nous nous efforçons de faciliter l'accès au marché pour les produits qui résultent de ces programmes.

Nous reconnaissons que le VIH/sida constitue une autre menace importante à la sécurité de nos peuples. Nous sommes unis dans notre détermination à adopter des stratégies multisectorielles et à développer notre coopération afin de lutter contre cette maladie et ses conséquences.

Nous réaffirmons l'importance d'un ordre judiciaire indépendant et notre détermination à garantir l'égalité d'accès à la justice et une administration opportune et impartiale de celle-ci. Nous nous engageons à accroître la transparence à tous les paliers gouvernementaux.

Des économies libres et ouvertes, l'accès aux marchés, des mouvements d'investissements soutenus, la formation de capital, la stabilité financière, des politiques publiques appropriées, l'accès à la technologie ainsi que le développement et la formation des ressources humaines sont essentiels pour réduire la pauvreté et les inégalités, élever les niveaux de vie et promouvoir le développement durable. Nous collaborerons avec tous les secteurs de la société civile et avec les organisations internationales pour faire en sorte que les activités économiques contribuent au développement durable de nos sociétés.

Nous saluons les progrès importants réalisés à ce jour quant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), y compris l'élaboration d'un avant-projet d'Accord de la ZLEA. Tel que convenu lors du Sommet de Miami, le libre-échange, exempt de subventions et de pratiques déloyales, accompagné d'un flux croissant d'investissements productifs et d'une plus grande intégration économique, encouragera la prospérité à l'échelle régionale, permettant ainsi d'élever le niveau de vie, d'améliorer les conditions de travail des peuples des Amériques et de mieux protéger l'environnement. La décision de rendre public l'avant-projet de l'Accord de la ZLEA démontre clairement notre engagement collectif à l'égard de la transparence et d'une communication accrue et soutenue avec la société civile.

Nous demandons à nos ministres de s'assurer que les négociations relatives à l'Accord de la ZLEA soient conclues au plus tard en janvier 2005, et de veiller à son entrée en vigueur le plus tôt possible ou au plus tard en décembre 2005. Cela constituera un des éléments clés favorisant la croissance économique et la prospérité à l'échelle de l'hémisphère, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs généraux du Sommet. L'Accord doit être équilibré, global et conforme aux principes et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et constituera un engagement unique. Nous accordons beaucoup d'importance à l'élaboration d'un accord qui tienne compte des différences de taille et de niveau de développement des économies participantes. (...)

Nous favoriserons le respect des normes fondamentales du travail reconnues au niveau international, telles qu'elles ont été incluses dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi adoptée en 1998 par l'Organisation internationale du travail (OIT). Nous prendrons en considération la ratification ou l'adhésion des ententes de base de l'OIT, comme il convient. Afin de

concrétiser notre engagement à créer de meilleures possibilités d'emploi, à enrichir les compétences des travailleurs et à améliorer les conditions de travail dans l'ensemble de l'hémisphère, nous reconnaissons la nécessité d'aborder dans les forums hémisphériques et internationaux pertinents les questions de la mondialisation liées à l'emploi et au travail. Nous demandons à la Conférence interaméricaine des ministres du Travail de poursuivre son étude des questions liées à la mondialisation ayant un impact sur l'emploi et le travail. (...)

La démocratie et le développement économique et social sont interdépendants et s'épaulent mutuellement, étant tous deux des conditions fondamentales à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour libérer nos citoyens des conditions déshumanisantes de la pauvreté absolue. Nous nous engageons à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs en matière de développement international, notamment une réduction de 50 % de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue, et ce, d'ici l'année 2015. (...)

Les efforts que nous déployons collectivement à l'échelle de l'hémisphère seront plus efficaces grâce à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et des communications pour brancher nos gouvernements et nos peuples et pour partager les connaissances et les idées. Notre Déclaration sur la connectivité souligne cette conviction.

Nous soulignons que la bonne santé et l'égalité d'accès aux soins médicaux, à des services de santé et à des médicaments à un coût abordable sont essentiels au développement humain et à l'atteinte de nos objectifs politiques, économiques et sociaux.

Nous sommes déterminés à mettre fin à toute forme de discrimination, dont le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes connexes d'intolérance dans nos sociétés, ainsi qu'à promouvoir l'égalité des sexes et à atteindre la pleine participation de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle de nos pays.

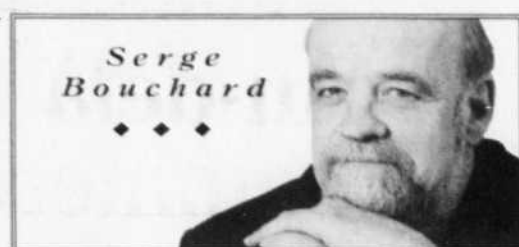
Nous nous efforçons de nous assurer que les résultats issus du Conclave des peuples autochtones des Amériques, tenu au Guatemala, et du Sommet des peuples autochtones des Amériques, tenu à Ottawa, seront pris en considération dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet des Amériques. Nous appuyons les efforts déployés pour permettre la conclusion hâtive et fructueuse des négociations concernant le Projet de Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones, laquelle favorisera et protégera leurs droits humains et leurs libertés fondamentales.

Nous considérons que la diversité culturelle qui caractérise notre région est source de grande richesse pour nos sociétés. (...)

Nous accueillons avec satisfaction et apprécions les contributions de la société civile à notre Plan d'action, y compris des associations des chefs d'entreprises et des syndicats. Nous affirmons que l'ouverture et la transparence sont vitales à la sensibilisation du public et à la légitimité de nos travaux. Nous faisons appel à tous les citoyens des Amériques afin qu'ils contribuent au processus des Sommets.

Nous, les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, avons accepté l'offre du gouvernement de la République argentine de recevoir le Quatrième Sommet des Amériques. (...)

■ La version intégrale du texte peut être consultée sur le site Internet du Devoir, au www.ledevoir.com.



Péril en la demeure

Il n'est pas de loi qui protège la beauté du monde. Nous aurons beau nous mentir, nous raconter toutes les histoires, affirmer et prétendre le contraire, la valeur des choses n'est pas notre premier sujet. Nous n'obéissons plus qu'à une seule logique: celle de l'argent. L'or rend le Blanc fou, dit un vieux proverbe des Indiens de l'Amérique du Sud. L'or rend les humains fous en effet, depuis que la mondialisation est un phénomène qui s'est spectaculairement et brutalement amorcé au mois d'octobre de l'année 1492. Nous avons mis cinq cents ans avant de réaliser qu'il y avait péril en la demeure, un demi-millénaire avant de nous réveiller et d'aller protester sur tous les sommets du monde. On ne peut pas dire que nous soyons très vigilants.

Dès lors, l'argent fait foi de tout. Il est l'unique valeur des choses. La meilleure façon de contrer un projet, c'est de l'acheter, c'est-à-dire d'en rajouter. Tout s'achète, la paix, la beauté, le silence. Nous devons être riches avant d'être beaux. Les Anglais ont développé l'amour sacré de leurs vieux arbres après avoir contribué à la déforestation de vastes parties du monde. A force de tout détruire dans les colonies, ils devinrent très riches et ils purent se payer le luxe d'aimer la beauté et de la cultiver.

La beauté en soi n'est pas du tout au programme a de la mise en valeur des richesses de ce monde. Présentez-vous avec cent millions de dollars en quelque endroit que ce soit et vous aurez ce que vous désirez. Votre projet trouvera une bonne oreille. Nos sociétés ne sont sérieuses que sur le sujet de l'argent. Elles le sont beaucoup moins sur les sujets de la culture, de la mémoire, de la culture ou de toute autre valeur qui contredirait le pouvoir de l'argent. Contrairement à ce que l'on a toujours dit, le temps ce n'est pas de l'argent. Quand un objet n'a que le temps pour lui, il n'a pas de valeur pour autant. L'argent n'apprécie pas le temps, il a plutôt tendance à le déprécier. D'ailleurs, l'argent n'apprécie rien d'autre que l'argent. Une somme est une somme et la somme ne cherche qu'à grossir.

Une ville veut grandir, elle ne veut pas se conserver. Une ville veut être grosse, riche, sa mémoire et sa beauté sont des luxes qu'elle se paiera en dernier. En attendant, la ville veut des mises en chantier, des investissements, de la construction. Rien n'est sacré hormis la croissance. Les pays font de même qui sont pris comme chacun de nos pays au piège de ce tournoi. Nous serons pauvres si nous ne parvenons pas à être riches. Et être riche signifie que nous prenons les moyens pour l'être. Pourquoi abatte un séquoia de cinq cents ans si ce n'est pour s'enrichir, un point c'est tout? Pourquoi réduire une montagne en poudre si ce n'est pour ce qu'elle rapportera à la fin? Une montagne d'argent.

Tout le monde sait ce que représentent cent millions de dollars américains. Peu de gens savent ce que représentent cent millions d'années. Nous comptons la valeur de l'argent, jamais la valeur des années. Si la forêt boréale peut rapporter de l'argent, nous la transformons entièrement en espèces sonnantes et trébuchantes. Nous la mettrons en valeur, en valeur monétaire s'entend. Quand la forêt boréale aura disparu et qu'il n'y aura plus de vastes espaces habités par la mystérieuse silhouette de l'épinette noire, nous passerons à autre chose et nous oublierons simplement que ces paysages ont jadis existé.

Il n'est pas une loi environnementale qui résisterait à un projet de cinq milliards de dollars. Regardons autour de nous, et voyons notre compulsion. Un Canadien Tire vaut tous les paysages que nous ne saurions apprécier. C'est sans regret que nous nous pressons à la caisse. La vie moderne est une hypothèque colossale et la Terre est un inventaire. En face de cette logique, plus rien n'est sacré, plus rien n'est un trésor en soi. Nous nous mentons quand nous parlons de la valeur des choses. Elles n'en ont plus, elles n'en ont pas. Pour être riches, nous vendrions nos mères. D'ailleurs, nous vendons bel et bien nos mères. Nous achetons le silence, nous achetons l'année. Non, il n'est pas de loi pour protéger la beauté du monde. Nous protégeons nos droits individuels, nous légiférons sur le commerce, sur le capital et l'intérêt, nous faisons constamment les comptes. Mais nous ne tenons à rien d'autre.

Monsieur Notman photographiait le bâti humain afin d'en conserver les plus belles images. Ses photographies sont magnifiques et elles nous offrent des vues d'un Montréal d'un autre siècle, le XIX^e. Mais qui s'intéresse à ce que nous avons été? Qui veut seulement respecter le plus beau de nous-mêmes? Monsieur Notman a vécu dans une maison qui n'a pour elle que sa mémoire, sa beauté et la valeur des années. Autant dire que sa maison ne vaut rien. Elle ne fait pas le poids contre un projet de cinquante millions de dollars qui en fera un portait d'hôtel et un bar chic.

Pour la sauver de ce destin, il me faudrait cinquante et un millions à investir en pure perte. Je n'ai pas cette somme, pas sur moi en tout cas. Car j'ai trop investi en pure perte dans ma vie. J'ai trop aimé les épinettes noires, les belles maisons anciennes, les paysages. J'ai trop aimé la beauté. Ce n'est pas avec un rêveur désargenté comme moi qu'on fera avancer quelque chose que ce soit.

La demeure en péril, il ne reste plus qu'à la prendre en photo.

Sommet des Amériques 2001

Nous prendrons toutes les mesures à notre disposition pour que les enfants de nos pays ne participent pas à des conflits armés

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paul des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle (science), Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relacteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (comités); La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Mariève Côté, Martin Fournier, Anouk Harbutt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Béland, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Canara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Michelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleurs), Ghislaine Ladure, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

EN BREF

Le grand ménage

Québec (PC) — Le grand ménage a débuté, hier, dans le quartier Saint-Roch, à la suite des émeutes qui se sont produites aux petites heures du matin impliquant la police et les activistes venus faire du grabuge à l'occasion du Sommet des Amériques. Était-ce la pluie fine et la lumière du jour, mais hormis l'édifice du Syndicat et du Métropolitain, dont les grandes baies vitrées ont été saccagées, rue de la Couronne, le quartier avait des allures de lendemain de fête de la Saint-Jean ou de Saint-Roch avec ses déchets à la traîne et ses bouteilles cassées le long des trottoirs. «Ils ont pris mon bac à déchets plus tôt dans la journée. Ils avaient prévu le coup», disait Michel Godin du Café rencontre centre-ville. Les dineurs habituels étaient au rendez-vous. Le conteneur a brûlé, coin De la Couronne et Charest, racontait Earl Knight. À l'église, la nuit de la spiritualité est devenue, pendant un moment, un accueil de réfugiés masqués quand la brigade anti-émeute a foncé pour disperser les manifestants. Plusieurs se sont endormis sur les bancs. La rue Saint-Joseph était comme d'habitude avec ses vitrines vides sinon placardées depuis belle lurette.

BANQUE

SUITE DE LA PAGE 1

chefs d'État des Amériques, dont le premier ministre Jean Chrétien qui a mis son gouvernement à contribution en versant 20 millions dans un nouvel Institut pour la connectivité dans les Amériques, sis à Ottawa. Qui plus est, dans un document éfifié sur ses programmes stratégiques relié au Sommet des Amériques, la BID fait état de 22 programmes «qui coïncident avec les priorités des chefs d'État».

Mais, contrairement à ce que laissaient entendre certains médias, la BID ne versera pas 40 milliards d'argent frais, en cinq ans, dans les projets reliés au Sommet des Amériques. En fait, ce chiffre de 40 milliards représente le budget total de l'institution financière pour la période de cinq ans, soit huit milliards par année.

Le président de la BID, Enrique Iglesias, a pu remettre les pendules à l'heure. «C'est que les grands objectifs de Québec sont approuvés déjà dans nos chartes, dans nos politiques», a dit M. Iglesias. «Ce qu'on va faire maintenant, c'est essayer de donner une priorité supplémentaire à partir de la déclaration de Québec.» La BID utilisera donc ses ressources habituelles pour financer le plan d'action des chefs d'État. Sans vouloir donner de précisions, il a dit que la BID disposait d'une marge de manœuvre supplémentaire, si besoin était.

De son côté, le président de la Banque mondiale a tenu des propos semblables. C'est dans les limites de son budget habituel que l'institution financière financera le plan d'action de Québec. Ce qu'elle aura fait de toute façon, a laissé entendre M. Wolfensohn. De fait, l'investissement que fera la Banque mondiale dans les Amériques variera de 12 à 16 milliards pour les trois prochaines années, a-t-il précisé, mais il était de 20 milliards pour les trois années précédentes. Les investissements de la banque dans les Amériques pourraient toutefois dépasser 16 milliards si les pays présentaient des projets intéressants, a-t-il signalé.

De source canadienne, les chefs d'État n'ont pas apporté de changements au plan d'action proposé par les sherpas, dont une version est parvenue aux médias quelques jours avant le Sommet. Le plan d'action de 50 pages comprend les pistes d'action suivantes: renforcement de la démocratie, droits de la personne, justice, commerce et investissement, développement économique, travail et emploi, dérégulation des réseaux de communication, gestion des catastrophes, écologie et développement durable, agriculture, éducation, égalité des sexes, peuples autochtones, enfants, sécurité des États et terrorisme, diversité culturelle et, enfin, connectivité.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



Le président haïtien Jean-Bertrand Aristide sous un parapluie hier à Québec. Les pays américains demandent à Haïti de trouver une solution à ses problèmes électoraux.

JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

C'est finalement M. Chrétien qui a livré le message au moment de lire sa déclaration de clôture. «On a eu des discussions jusqu'à la dernière minute», a-t-il expliqué en conférence de presse. Il ne pense pas que cela affaiblisse le message du sommet. Une déclaration du président de la réunion est «aussi valide» que si elle avait été inscrite dans le communiqué final, croit-il.

La mesure la plus concrète touche l'Organisation des États américains (OEA). Le sommet a demandé au secrétaire général de l'OEA de collaborer avec le CARICOM, de mener des consultations et d'effectuer le plus tôt possible une visite en Haïti afin de faire rapport à l'OEA avant sa prochaine assemblée générale. Cela «en vue d'assurer un suivi adéquat».

Même si Haïti traverse une crise démocratique importante après les irrégularités qui ont marqué ses dernières élections, M. Chrétien a évité de viser directement le président, certains pays des Caraïbes y étant opposés.

M. Chrétien a dit dans sa déclaration que ses collègues et lui faisaient appel au président et à l'opposition pour tenter de trouver une solution à la crise découlant des élections de mai 2000. «Nous demandons au président Aristide d'assurer la mise en œuvre rapide de tous les engagements pris en décembre dernier», a-t-il dit.

M. Aristide avait alors évoqué, dans une lettre au président américain, une révision du scrutin du 21 mai, la création d'un nouveau conseil électoral, la coopération dans la lutte antidrogue, l'inclusion d'opposants dans son gouvernement, un dialogue avec les institutions financières internationales. Depuis, il propose surtout de réduire de moitié le mandat des sénateurs et députés et de tenir ainsi des élections anticipées.

Haïti ne figure toutefois pas dans la déclaration finale. Cette dernière, qui était accompagnée comme à l'accoutumée d'un plan d'action tout azimut, a fait quand même, comme promis, du respect de la démocratie «une condition essentielle» pour participer aux futurs sommets et pour profiter de leurs retombées. On ne mentionne pas spécifiquement le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) car on estime que cela va de soi.

La clause démocratique, inscrite dans la déclaration, est avant tout un engagement politique. Elle ajoute que «toute altération ou interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans un État de l'hémisphère constitue un obstacle insurmontable à la participation [...] au processus du sommet». Si pareille situation se produisait ou menaçait de se produire, précise-t-on, des consultations entre chefs

SUITE DE LA PAGE 1

Mais ça, c'est tard le soir. Dimanche matin, dans le Vieux, avec la mouillasse, on est en Europe. Il y a du brouillard au loin, mais on hésiterait à s'y aventurer parce que, n'ayons pas peur de le dire, notre relation avec tout ce qui ressemble de près ou de loin à un nuage s'est considérablement détériorée au cours des derniers jours. Les cloches d'une église retentissent, ce qui nous rappelle que, dès potron-minet, les leaders des Amériques se sont rendus à la messe. Je me demande, tiens, si Dieu est plutôt favorable à la libéralisation des échanges dans un contexte irréversible de mondialisation. Il ne serait peut-être pas inopportun de relire certains passages choisis du grand livre sacré sur les marchands du Temple.

Et, en passant, qu'est-ce que c'est que ce Sommet qui se termine à peine commencé? Ils arrivent le vendredi soir, font un petit laïus, tiennent une séance publique le samedi matin où, étant donné que c'est public, on n'entend que les banalités usuelles, se parlent à huis clos pendant quelques heures à 34 (quoi? dix-quinze minutes chacun?), puis s'en retournent chez eux dimanche après-midi veiller à ce que l'intégrité du processus démocratique ne se soit pas désagrégée pendant leur absence. Tout ce roulement de mécaniques flicaille pour ça? Pourraient pas organiser un chat à la place? Tant qu'à se cacher...

Il n'y a pas de gaz, du moins pour l'instant. Croyez-moi, il y a de quoi devenir vaguement schizophrène avec ce truc pour lequel on n'a visiblement pas lésiné sur les quantités. Vous deambulez sur la voie publique sans rien demander à personne, persuadé d'avoir l'inestimable privilège de vivre en temps de

d'État et de gouvernement auraient alors lieu.

Les leaders demandent aussi aux ministres des Affaires étrangères «de préparer, dans le cadre de la prochaine assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), une charte démocratique» afin de renforcer les instruments de l'organisation «pour la défense active d'une démocratie représentative».

Cette référence, à deux reprises dans le texte, à une démocratie représentative a poussé le président vénézuélien Hugo Chavez à manifester des réserves. M. Chavez a, après un référendum, suspendu l'ancienne constitution et en a fait adopter une nouvelle, toujours par référendum, qui lui accorde beaucoup de pouvoirs et qui écarte l'idée de démocratie représentative au profit de celle de démocratie participative, un concept imprécis qui crée des malaises.

Les leaders ont laissé derrière eux une ville que des gens s'employaient déjà à nettoyer après deux jours de grabuges et de manifestations.

M. Chrétien a de nouveau dénoncé la violence de certains manifestants. «Je condamne la violence, ce n'est pas la façon de s'exprimer mais j'ai été heureux de voir ces gens responsables qui voulaient s'exprimer, qui ont organisé la grande marche», a-t-il dit en conférence de presse, félicitant aussi les forces policières pour leur «travail exceptionnel».

A ceux qui se servent de la contestation pour mettre en doute la légitimité des chefs d'État présents au sommet, il répond simplement que tous ses collègues et lui ont été élus démocratiquement.

Les chefs d'État et de gouvernement ont aussi appuyé les décisions prises par leurs ministres du Commerce à Buenos Aires. Les négociations de l'accord de Zone de libre-échange des Amériques se poursuivront, les textes préliminaires seront rendus publics et la date limite pour sceller le tout est toujours le 1^{er} janvier 2005. L'accord devra ensuite entrer en vigueur avant la fin de la même année.

Ils ont aussi donné, par écrit cette fois, leur «ferme appui» aux efforts de paix du président colombien Andrés Pastrana qui tente de «faire progresser le dialogue amorcé avec les groupes de guérilla». Le Canada a annoncé pour sa part une contribution de 20 millions à un Institut pour la connectivité des Amériques.

Pour accroître la crédibilité du sommet, dont de grands pans de ses plans d'action passés sont restés lettre morte, les leaders ont, en plus des fonds de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, créé un conseil exécutif et pris une série d'engagements pour renforcer l'OEA et le système interaméricain de défense des droits de la personne.

USAGE

paix sauf pour cet hélicoptère qui fait du sur-place exactement au-dessus de votre tête depuis un peu trop longtemps pour que vous ne songiez pas à vous munir d'un avocat, et, paf, tout à coup, vous entrez dans la nébuleuse. Les grandes eaux, la grande morve et la sensation qu'un feu de joie a choisi de vous parasiter le thorax. Vous battez en retraite jusqu'au salut. Seul paradoxe: il est tellement agréable de retrouver l'air pur du bon Dieu que vous vous prenez à penser au gag du gars qui se donne des coups de marteau sur la tête parce que ça fait du bien quand il arrête, et vous vous demandez si vous n'iriez pas chercher une autre petite dose, ne serait-ce que pour avoir une histoire de guerre à raconter aux copains.

Selon les vents, ça peut aller loin, surtout qu'à la porte Dufferin, on a disposé un canon à neige faisant ventilateur pour refouler les gaz vers les manifestants et la basse-ville et éviter qu'on ait ainsi à sceller de nouveau les hôtels et autres lieux où se produisent les grands de ce monde. Mais ne vous en faites surtout pas, c'est aussi excellent pour l'économie. Samedi, au terme de la marche, j'ai trouvé refuge dans un estaminet alors qu'un petit reflux s'abattait sur le quartier Saint-Roch. J'y ai rencontré par hasard Steve, que j'avais vu deux jours plus tôt et qui tourne (décidément) un vidéo sur les événements.

Vendredi, Steve et ses trois collègues ont été pris au dépourvu lorsque les premiers gaz ont été lâchés. Aussi, samedi matin à 9h tapantes, il était chez le marchand de masques à gaz (enfin, le marchand ne vend pas que ça, mais bon); quatre exemplaires à 25 \$ pièce. «Quinze minutes plus tard, tout le stock était écoulé», raconte Steve. Peut-être le secteur de pointe de la ZLEA sera-t-il le masque à gaz.

POLICE

SUITE DE LA PAGE 1

La Ligue des droits et libertés ne pouvait avoir une vision des événements plus éloignée. Ils ont été une quarantaine à veiller au grain cette fin de semaine et, à les entendre, force est de conclure que leur présence n'a pas été inutile. En effet, selon le président de l'organisme, André Paradis, les méthodes utilisées par la police samedi, et dans la nuit qui a suivi, ont été répressives, voire «brutales et inacceptables».

Contrairement à vendredi, où d'aucuns avaient souligné la justesse du travail des forces de l'ordre, les policiers auraient privilégié une stratégie plus agressive samedi. «La police a fait le choix d'une intervention musclée dès le départ», a-t-il poursuivi. Dès que les gens arrivaient près du périmètre, que ce soit vers René-Lévesque ou Dufferin, il y avait une utilisation excessive de gaz lacrymogène, de canons à eau et de balles de caoutchouc, d'après M. Paradis.

Cela aurait selon lui contribué à créer le climat que l'on a connu dans la nuit qui a suivi. Et quel climat. Continuellement refoulés vers la basse-ville pendant la journée, les manifestants frustrés se sont faits violents à partir de 1h, dimanche. Des vitrines de plusieurs commerces ont volé en éclats et des incendies, parfois très imposants, ont été allumés ça et là. Une vingtaine de manifestants et un policier auraient alors été blessés pendant que les policiers procédaient à 230 arrestations.

En tout, la police a dénombré 19 blessés dans ses rangs au cours des affrontements.

Mais, au total, combien d'arrestations?

En fin de journée, hier, les policiers ont dressé un bilan fort positif des événements des derniers jours. Les quatre corps de police participant à l'opération du Sommet des Amériques, soient la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec et les services policiers de Québec et de Sainte-Foy, ont affirmé en chœur que les interventions ont été réussies.

Selon leurs estimations, des centaines de personnes étaient à Québec dans le seul but de déstabiliser les manifestations pacifiques, de faire du vandalisme et de blesser autrui. Le bilan des arrestations policières était contradictoire vers 20h hier, selon l'agent à qui l'on s'adressait. En conférence de presse, le chiffre 392 semblait faire consensus auprès des quatre porte-parole. Dans le communiqué de presse, en revanche, l'on notait 430 personnes appréhendées. L'agent joint au téléphone par la suite était incapable de dire lequel des deux chiffres était le bon.

Les policiers ont par ailleurs soutenu que chacune des méthodes employées pour disperser la foule ou pour procéder à des arrestations était justifiée. Les balles de caoutchouc, le gaz lacrymogène et les camions arroseurs auraient ainsi été nécessaires, selon leurs dires.

Mais bien que les critiques en provenance des organismes de défense des libertés aient été nombreuses à ce sujet, ce sont les carences dans le système judiciaire et dans les méthodes de détention à la prison d'Orsainville qui ont reçu les commentaires les plus acerbes.

Selon le porte-parole du Comité des droits des détenus, Jean-Claude Bernheim, on aurait violé systématiquement le droit de tout prévenu de demander un avocat. On aurait aussi procédé à des mises à nu incorrectes, «à la vue de tout le monde». Dans certains cas, des détenus auraient été forcés d'attendre jusqu'à 15 heures avant de manger.

Le ministre Ménard n'a pas caché qu'il y a eu une faiblesse à Orsainville. Alors que cette prison d'une capacité de 600 personnes est prévue pour accueillir jusqu'à 40 détenus par jour, plus de 200 présumés activistes ont été amenés d'un coup à Orsainville dans la nuit de samedi à dimanche. De plus, vu la grande quantité de gaz lacrymogène utilisée (une bombe par minute pendant plusieurs heures selon le comité de surveillance), chacun des manifestants arrêtés devait être décontaminé. «Il y avait deux douches pour 200 personnes», a précisé le ministre. Ainsi, les détenus devaient se dévêtir dans la cour de la prison puis dans le garage afin d'être lavés. Et, pour cette opération extraordinaire, nombre de policiers affectés à d'autres tâches ont été appelés en renfort, ce qui a ralenti l'ensemble du processus, selon M. Ménard. «Si c'était à refaire, nous trouverions une autre formule», a-t-il admis.

Journalistes rudoyés

Enfin, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) a déploré l'arrestation d'au moins quatre membres des médias cette fin de semaine. Trois photographes et au moins un journaliste ont été mis sous les verrous alors qu'ils ne faisaient que leur travail, a déploré la présidente de la FPJQ, Hélène Pichette. Une photographe et un reporter radio ont en outre été atteints par des balles de caoutchouc, parfois sans raison apparente.

Mme Pichette estime que le travail journalistique devient de plus en plus difficile lorsque les forces de l'ordre affrontent des manifestants hostiles. «C'est inquiétant», a-t-elle dit.

Avec la Presse canadienne

Ou la grenade lacrymo? Tenez, en compagnie de mon collègue versé dans l'embuscade, nous avons réussi à mettre la main sur un de ces engins de haute lutte, soit en se penchant et en le ramassant par terre derrière des manœuvres de la police qui s'en allaient, cinq cents pieds plus loin, se perdre dans les nuages. Une Federal Han-Ball [sic] Grenade, fabriquée à Casper, au Wyoming, par les Federal Laboratories. Avec le mode d'emploi en prime: «Tenir fermement le levier contre la grenade. Dégoupiller. Lancer. La décharge débute une seconde et demie après l'enlèvement de la goupille.» Et deux avertissements dont on ne saurait se passer: «Ne pas conserver dans la main après enlèvement de la goupille» et «Pour usage à l'extérieur seulement».

Voyez comme on en apprend, encore et toujours, même au péril de sa vie.

Les bombes et les balles de caoutchouc et les canons à eau n'arrivent que mal à tempérer les ardeurs de «ceux qui veulent démolir ce très bon système démocratique» (c'est du Jean Chrétien), il reste à ceux qui mènent le monde à compter sur la passivité des autres qui finit toujours par reprendre le dessus. Sur la passivité, sur l'écœurement des hôtes de ces galères et sur l'isolement. La prochaine rencontre au sommet de l'Organisation mondiale du commerce pourrait avoir lieu au Qatar, le seul pays à s'être porté candidat. Au Qatar, les manifestations sont interdites, comme quelques autres trucs sans doute. Voilà un périmètre de sécurité à la dimension de tout un pays. Il faut ce qu'il faut pour faire avancer le monde vers l'avenir radieux que, le soir, il ne se soupçonne même pas.